

# Conséquences stratégiques et politiques de l'existence d'armes de destruction massive

par Pierre M. GALLOIS  
Général de Brigade (C.R.).

★

## AVANT-PROPOS

### Le Pacte Atlantique et l'évolution des techniques d'armement

On peut se demander si la sécurité de l'Europe est toujours assurée par un Pacte dont l'efficacité a été jusqu'à maintenant évidente, mais dont il n'est pas sûr qu'il soit toujours à la mesure de la révolution technique et stratégique qui se déroule actuellement sous nos yeux. André Fontaine faisait remarquer avec raison, dans son livre sur l'Alliance Atlantique, que le Pacte avait rempli parfaitement son objet et que la ligne de défense qu'il avait tracée n'avait pas varié d'un pouce durant les dix dernières années. Cependant, au cours de cette décennie, il est apparu que les conditions techniques, stratégiques et politiques qui étaient réunies au moment où le Traité de Washington fut conclu, ont été progressivement modifiées. C'est pourquoi il est possible de se demander si un instrument diplomatique et politique, conçu à un certain moment de notre Histoire récente et correspondant d'ailleurs à des exigences permanentes, conserve aujourd'hui, dans sa forme présente, la même efficacité, et surtout s'il la conservera longtemps encore.

Pour mesurer l'impact de cette évolution technique et stratégique évoquée précédemment sur les relations internationales, il faut d'abord rappeler quelles étaient les caractéristiques de la situation qui existait au moment de la signature du Pacte, et ensuite les comparer aux traits dominants de la situation présente.

En 1950, les Etats-Unis disposaient d'un monopole atomique qui était pratiquement total, puis-

que la première explosion expérimentale soviétique n'était vieille que de quelques mois. Aujourd'hui, on le sait, non seulement ce monopole n'existe plus, mais tandis que la Russie a considérablement accru le stock de ses armes nucléaires, d'autres Puissances disposent aussi de cet arsenal. On pense également que la Chine, demain, les Indes, après-demain, la Suède, voire la Suisse, acquerront aussi l'explosif nouveau. Dans ce domaine, la situation est donc aujourd'hui entièrement différente de ce qu'elle était au moment où le Pacte de Washington fut signé.

En 1950, le territoire américain ne pouvait pas être atteint par les forces aériennes soviétiques. Pour qu'il le soit, il eut fallu que l'aviation stratégique russe effectue des missions sans retour, à l'aide d'appareils relativement lents, détectés à très grande distance des rivages américains et, par conséquent, dans des conditions si précaires qu'aucune opération de guerre sérieuse n'aurait pu être échafaudée sur l'utilisation de forces aussi mal adaptées à une telle mission. Depuis 1959, c'est-à-dire depuis que M. Khrouchtchev a administré au monde la preuve qu'il commençait de se constituer un arsenal de missiles balistiques capables d'enlever une charge thermonucléaire et de la transporter sur quelques 8.000 à 10.000 kilomètres, voici que le peuple américain tout entier est à portée des coups que son adversaire potentiel pourrait lui administrer. Au même titre que les nations de l'Europe occidentale, les Etats-Unis sont placés en première ligne. C'est la première fois dans leur Histoire, depuis qu'ils comptent en tant que grande nation, qu'ils se trouvent ramenés aux mêmes conditions stratégiques que les autres pays du vieux monde.

Au moment du Traité de Washington, le sentiment général était que l'Amérique l'emportait, et de loin, dans la course scientifique et technique. Il ne serait venu à l'idée de personne d'imaginer une rivalité quelconque entre les moyens intellectuels et matériels des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Cette dernière se trouvait distancée et semblait devoir le demeurer pour longtemps. Aujourd'hui, tout au moins pour certaines nations et pour les opinions publiques plus ou moins éclairées, il n'en va plus ainsi. Les succès remportés par les savants soviétiques dans le domaine spatial ont été suffisamment spectaculaire pour faire croire à une certaine parité, sinon à une certaine supériorité des méthodes et des moyens marxistes-léninistes sur ceux de la libre entreprise.

Ce sont là trois faits d'importance, car ils bouleversent de fond en comble la géopolitique de l'heure. Mais on pourrait en ajouter d'autres.

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1950 la menace soviétique était « frontale » en ce sens qu'il s'agissait, pour l'Occident, de dresser une barrière et de s'opposer par la force à un éventuel déboulé des unités blindées soviétiques vers l'Atlantique. Contre cette menace, les pays du monde occidental faisaient bloc. Ils n'avaient d'autre souci, tout au moins en matière de sécurité, que de se défendre contre une agression militaire dont on pensait qu'elle serait menée avec les puissants moyens dont les Russes avaient usés pour écraser, à l'Est, le III<sup>e</sup> Reich. Aujourd'hui cette menace existe toujours, ou tout au moins elle demeure présente à l'esprit des stratèges. Mais, en fait, l'action agressive adverse a été largement diversifiée puisque chacun des pays signataires du Pacte doit payer lourdement sa politique coloniale passée. La Belgique a eu son Congo, la France son Algérie, le Portugal son Angola, les Pays-Bas leur Nouvelle-Guinée, etc. La liquidation du passé crée des forces centrifuges qui écartent chacun des pays considérés d'une mission qui, voici une dizaine d'années, leur paraissait capitale et dont l'urgence est aujourd'hui dépassée par le fardeau des entreprises coloniales dont il faut s'alléger sans pour autant perdre toute substance.

Il faut ajouter aussi qu'en 1950, c'est-à-dire avant que la Conférence de Lisbonne n'ait dissipé les illusions à cet égard, le prix des hommes et celui des armes apparaissait abordables. Chacun

pensait qu'en réunissant les moyens et les populations de quinze nations atlantiques, à l'image des coalitions du passé, l'on additionnerait la puissance de chaque peuple et que l'on finirait par mettre sur pied un instrument de défense efficace et relativement abordable au point de vue financier. La Conférence de Lisbonne a montré le caractère illusoire de ces vues. Des quelques cent divisions que le monde occidental croyait pouvoir mettre sur pied avant que les hommes d'Etat et que les économistes se réunissent sur les rives du Tage, il ne reste que des moyens beaucoup plus réduits qui, malgré leur modicité, sont à peine à la mesure des économies et surtout de l'organisation sociale des pays de l'Europe occidentale. Le bien-être croissant de ces peuples autorise de moins en moins qu'on en vienne à une défense fondée sur les masses armées, d'autant qu'en guerre froide il est évident à tous qu'il est impossible, compte-tenu du système social du monde capitaliste, de maintenir sous les drapeaux et d'armer des effectifs assez nombreux pour décourager un adversaire monolithique et capable de rassembler bien plus aisément des forces plus nombreuses, armées et ravitaillées par un seul système de recherche, de production et de support logistique.

Autre trait de la situation nouvelle : la diplomatie russe a pris un autre visage et on ne peut pas dire que, pour les masses tout au moins, le « khrouchtchevisme » soit aussi rébarbatif qu'il était le stalinisme.

Enfin, le développement économique et social de l'Europe de l'Ouest, la réussite du plan Marshall d'abord, les efforts proprement européens ensuite, ont créé une situation totalement différente de celle qui existait au moment où, avec l'aide des Etats-Unis, cette Europe relevait ses ruines et cherchait à endiguer l'emprise soviétique. Cette réussite économique est aussi à l'origine de succès scientifiques et techniques qui font mal supporter le caractère exclusif du monopole atomique américain, fut-il au service de la sécurité européenne. Aussi, dans ce domaine également, les conditions qui existaient voici une dizaine d'années ont été modifiées.

\*\*\*

On doit admettre que le facteur décisif en

matière de Défense, et plus généralement de Sécurité, est constitué par les possibilités des armes nouvelles. D'une part, l'explosif à fission de l'atome, puis à fusion, en permettant de concentrer de formidables quantités d'énergie destructrice, a bouleversé jusqu'aux principes de la guerre. D'autre part, une discontinuité analogue dans l'histoire des armes vient d'être créée par la mise au point du missile balistique. Parcourant plus d'une dizaine de milliers de kilomètres, arrivant sur l'objectif à des vitesses vingt fois plus grandes que celle du son, transportant enfin une charge explosive capable de raser une grande agglomération, le missile balistique a contracté les distances, nivelé les continents, comblé les océans, annulé toutes les notions classiques de recul géographique et de relief au point que n'importe quel objectif fixe, où qu'il soit situé à la surface du globe, pourra demain être détruit d'à peu près n'importe quel point du monde, et dans des laps de temps inférieurs à l'heure.

Pareille révolution, à la fois en ce qui concerne la nature de l'explosif et les performances de l'engin porteur, s'est produite brutalement. Spécialistes ou non, nous avons tous du mal à en assimiler les conséquences. On peut admettre toutefois qu'à partir du moment où M. Khrouchtchev a fait dissiper dans l'espace, en une fraction de seconde, une énergie équivalente à celle qu'aurait produite l'explosion de 58 millions de tonnes de T.N.T., bien des éléments connus et auxquels nous sommes habitués se trouvent modifiés. C'est que cette quantité d'énergie est plus de dix fois supérieure à celle dont on usa au cours des cinq ans de la deuxième guerre mondiale pour exterminer quelque 50 millions d'êtres humains.

La discontinuité entre le système classique auquel nous sommes habitués par les enseignements de l'Histoire, et le système nucléaire dont nous devinons encore mal la nature, conduit à porter des jugements que nous croyons sûrs et que, pourtant, l'analyse invalide. On a attribué à Mao-Tsé-Toung l'idée que son pays, grâce à sa très forte population, était à l'abri de la menace nucléaire et que, dans un conflit qui l'opposerait à une autre nation, Pékin sortirait toujours vainqueur en raison des masses humaines dont il dispose. Le raisonnement paraît valable et il semble naturel d'y souscrire. Et pourtant...

Aujourd'hui, les civilisations du type occidental sont fondées sur le rassemblement des hommes et des biens matériels. Ces hommes, pour être efficaces, doivent penser, créer de l'énergie, travailler et aussi consommer ensemble. On ne peut concevoir de civilisation mécanique qui ne dépende de l'agglomération d'êtres humains. Même la Chine Populaire est obligée d'en passer par cette obligation. Si bien que, comme tout autre pays et dans la même mesure, la Chine est vulnérable à des armes dont un petit nombre suffirait à détruire les quelques agglomérations indispensables au développement économique et social du peuple chinois, fut-il composé de plus de 600 millions d'êtres humains. On voit mal le gouvernement de Pékin prenant le risque d'en venir aux armes en sachant qu'il doit envisager l'annihilation éventuelle des cinquante ou cent agglomérations qui conditionnent le développement scientifique, technique, économique et par conséquent l'évolution sociale du pays. Quelles que soient les dimensions géographiques de la Chine, ses agglomérations sont analogues à celles des autres peuples et aussi vulnérables à l'arme nucléaire. Pas plus que la Suisse ou que les Etats-Unis, la Chine ne peut ignorer ce genre de péril.

Pour un agresseur puissant, il y a peu de différence entre les 300 missiles nécessaires à détruire la totalité des grandes agglomérations chinoises, et les 5 ou 6 missiles qui suffiraient à infliger des ravages analogues à un pays comme la Suisse. En outre, si à la situation de bipolarité actuelle était substitué un monde dans lequel trois grandes Puissances disposeraient chacune d'un important arsenal thermonucléaire, aucune de ces trois Puissances ne pourrait envisager, le cœur léger, d'en venir aux mains l'une contre l'autre. Si la Chine s'en prenait à la Russie, c'est l'Amérique qui l'emporterait dans la course au bonheur que les peuples disputent avec l'âpreté que l'on sait. Et si l'Amérique s'en prenait à la Chine, ou vice versa, c'est évidemment la Russie qui serait, et de loin, le vainqueur d'un pareil conflit. A l'âge nucléaire, celui qui gagne est celui qui ne se bat pas. Si bien que, loin de présenter de graves dangers en ce qui concerne la survie de la Russie ou des Etats-Unis, l'accession de la Chine au rang de Puissance atomique pourrait accroître la stabilité entre Grands. Les Chinois d'ailleurs en sont conscients, puisque leur Ministre des Affaires Etrangères,

interviewé par le représentant de l'Agence Reuter en Extrême-Orient, a rappelé que « plus les armes nucléaires seraient disséminées à l'échelon national, plus grande serait la stabilité mondiale ».

Toutes ces affirmations apparaissent paradoxales mais, lorsqu'on les analyse, on constate qu'elles sont fondées sur des données nouvelles et qu'elles appartiennent à la logique de l'atome.

Autre exemple d'anomalie apparente : si, demain, n'ayant procédé à aucune explosion expérimentale, une grande Puissance pouvait faire scientifiquement la preuve de ses connaissances en matière atomique et montrer à des experts des charges explosives d'une technologie analogue à celle des autres pays, ils ne serait pas possible de contester à cette Puissance les privilèges que l'on accorde normalement, en matière de sécurité, à un pays doté de moyens atomiques. C'est que le risque qui serait pris à spéculer sur le non fonctionnement de ces explosifs non expérimentés au préalable serait par trop considérable. Voilà encore une différence d'avec les conceptions d'un passé récent au cours duquel une arme n'était redoutée que si son fonctionnement était prouvé.

Ce ne sont pas là les seuls paradoxes de l'époque nouvelle. Il y en a d'autres. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'est plus vrai de dire que le plus fort numériquement l'emporte, que la victoire est à celui qui attaque le premier, que la puissance démographique conserve sa valeur, que des armes défensives au service d'une stratégie défensive assurent une certaine sécurité, comme ce pouvait être le cas jadis, etc., etc. Les exemples abondent, mais il importe de démontrer le raisonnement qui conduit à eux. L'ère nouvelle a des caractéristiques bien singulières.

Un éminent expert italien, M. Roberto Guidi, faisait une distinction intéressante entre l'ère classique et ce qu'il appelait l'ère atomique. En matière de rapport des forces et d'étalon de puissance, la première était caractérisée par la possession de la terre, par les hommes et, par conséquent, par les soldats qui y vivaient. Cette notion de surface territoriale conduisait à celle de frontières que l'on défend et à celle d'alliances par lesquelles on allonge ou renforce les frontières d'un même parti et grâce auxquelles on englobe dans un même camp plus d'hommes et des moyens de combat plus nombreux. Avec l'ère nouvelle,

au contraire, la sécurité et la puissance militaire ne sont plus fondées, du moins dans une même proportion, sur les dimensions géographiques du territoire, sur la population, sur les frontières et sur les alliances. Le missile balistique a contracté les distances et, par conséquent, supprimé les notions classiques de géographie stratégique. Où qu'il soit situé à la surface du globe, un pays peut en attaquer ou en défendre un autre, où qu'il soit. L'énorme quantité de destruction que représente un petit nombre d'armes nouvelles accorde aux petits le privilège de pouvoir se défendre contre les « Moyens » et les « Grands ». Les risques à prendre à manier l'arsenal nouveau sont si graves que les formes d'alliance classique ont disparu pour faire place soit à la neutralité, soit à l'isolement, soit à l'intégration afin qu'une même « machinerie politique » dispose du pouvoir de décision et ainsi impose le respect en rendant crédible un éventuel recours aux armes nouvelles.

Mais on peut définir d'une manière plus précise les caractéristiques particulières de la période dans laquelle il nous faut vivre.

#### A. — NOUVELLES DIMENSIONS DU RISQUE

A l'exception des grandes invasions asiatiques, qui n'étaient pas provoquées par leurs victimes mais subies par elles, les conflits qui se sont déroulés au cours des siècles ont été fondés, le plus souvent, sur une certaine comparaison entre le risque à prendre et l'enjeu convoité. Autrement dit, du moins à l'origine d'un conflit, un certain rapport existait généralement entre les conséquences de la défaite et les bénéfices de la victoire. Certaines guerres qui se déroulèrent en Europe au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle furent particulièrement intelligentes en ce sens qu'au prix de pertes minimes, celui qui en était l'initiateur en tirait des profits considérables.

Aujourd'hui, entre le plus important des enjeux disputés et les conséquences probables d'un recours à la force, du moins entre Puissances nucléaires, la disproportion est telle qu'une sorte de statu-quo pacifique s'impose et qu'il faut négocier. Hier, le chef d'un Etat qui entraînait en belligérance risquait la perte d'une partie de son

armée, le paiement d'un tribut, l'abandon d'une province, l'occupation temporaire de son pays. Il ne pouvait envisager que la guerre se termine par un désastre d'une telle ampleur que son pays soit pratiquement rayé de la carte du monde pendant de nombreuses années.

Hier, à la lecture d'une dépêche malsonnante, tout un peuple partait en guerre et c'était le désastre de Sedan. Aujourd'hui, lorsqu'un avion américain est abattu par un chasseur soviétique, ou par les canons anti-aériens chinois, l'on se contente de représentations diplomatiques et l'on négocie la libération des prisonniers et le montant d'éventuels dommages.

Ce qui est évident à tous, c'est qu'un incident qui aurait été jadis un « casus-belli », ne peut être aujourd'hui que l'objet de négociations. L'écart est tellement grand entre la portée intrinsèque de cet incident et les incalculables conséquences d'un affrontement armé qu'il faut s'en tenir à la discussion, à condition naturellement que le différend oppose deux nations possédant des armes atomiques.

Chaque année, de nombreux exercices de défense passive sont effectués dans les grands pays, soit à l'initiative des organisations de défense civile, soit dans le cadre d'exercices purement militaires. Voici deux ans, l'un de ces exercices avait permis aux services de la Défense Passive des États-Unis de mesurer l'ampleur de la menace nucléaire. L'exercice était fondé sur l'attaque du territoire américain par un agresseur qui aurait lancé contre ce pays 263 projectiles de 1 à 10 mégatonnes. Les pertes initiales auraient alors dépassé 50 millions, il y aurait eu 20 millions de blessés et l'habitat aurait été détruit à 75 %.

On voit mal quel différend serait à la mesure de pareilles destructions, et l'on conçoit que les perspectives d'un conflit thermonucléaire ne puissent être envisagées que s'il s'agit d'affronter une menace absolument décisive. Il en résulte une grande stabilité entre Puissances dotées d'un arsenal nucléaire. Cette stabilité n'est d'ailleurs pas entièrement due à la qualité ou à la quantité des armes qui figurent respectivement aux panoplies des Puissances atomiques. C'est que même si l'un des partis en présence avait une forte probabilité de neutraliser préventivement les moyens adverses, une erreur d'appréciation de

sa part aboutirait à de tels résultats que le risque ne pourrait être pris de spéculer sur cette probabilité de réussite, fut-elle élevée. Il serait plus rationnel de renoncer à l'épreuve de force et de maintenir le statu-quo en attendant de le modifier par d'autres moyens que ceux de l'affrontement direct. En somme, entre deux pays pourvus d'un arsenal nucléaire diversifié, c'est-à-dire couvrant la quasi totalité des puissances de destruction et des moyens de lancement et de transport aujourd'hui disponibles, il semble bien que le combat ouvert soit rendu impossible. De même que certains vaccins ont délivré l'humanité de certaines maladies, il semblerait que, sous réserve d'une évolution technique toujours possible, la guerre soit éliminée comme moyen politique, du moins entre Puissances dotées d'un arsenal atomique et lorsqu'il s'agit de la défense de leurs « œuvres vives ».

Autre conséquence de cette dimension inaccoutumée du risque : l'arrêt des guerres en chaîne. Hier, quand un conflit éclatait, des pays autres que les premiers belligérants pouvaient envisager de se joindre à l'un ou à l'autre des partis en présence. Au prix de l'envoi d'un corps expéditionnaire et en risquant la perte de quelques unités, il pouvait apparaître rationnel de tenter l'aventure. Si celle-ci se terminait favorablement pour le clan choisi, on participait aux négociations destinées à ramener la paix et l'on pouvait tirer quelques bénéfices du secours ainsi apporté au vainqueur. Dans ce cas encore, le risque pris était mince, mais les avantages pouvaient être substantiels. On était donc encouragé à se joindre à la lutte et c'est pourquoi, bien que déclenchés par des événements mineurs, les conflits faisaient souvent « boule de neige » pour intéresser plusieurs peuples, voire dégénérer en affaires d'importance mondiale. Et combien sur les 50 millions de morts de la deuxième guerre mondiale ont-ils su pourquoi ils mourraient ? Désormais il n'en va plus de même. Chacun mesure les dimensions nouvelles du risque et se garde de participer à un conflit dont les conséquences pourraient être beaucoup trop graves. Ainsi, contrairement à ce que croit l'opinion publique en général, l'ère nucléaire présente l'avantage de minimiser la probabilité et la fréquence des guerres en chaîne, tout au moins lorsqu'elles risquent d'impliquer des pays dotés de l'arsenal nouveau.

Enfin, toujours du côté positif de la situation actuelle, il faut tenir compte des réactions psychologiques et de la juste aversion qu'inspirent les armes nucléaires. Hier, bien des conflits ont été facilement admis par les peuples et il a été question de guerres « fraîches et joyeuses » et de départs vers le front « la fleur au fusil ». Pour certains, la guerre commençait par une aventure. Aujourd'hui, d'entrée de jeu, elle a pris pour tous un autre caractère. L'aventure en est exclue. La guerre — atomique — ne conserve aucun des attraits que pouvaient encore avoir les conflits classiques.

Ainsi, stabilité entre Puissances nucléaires, plus de guerres en chaîne, résistance des masses à l'idée d'affrontement par les armes, tels sont les principaux facteurs positifs qui résultent de l'existence d'armes à grand pouvoir de destruction.

Mais, à ces facteurs positifs, il faut en opposer d'autres, qui sont négatifs ou qui posent des problèmes entièrement nouveaux.

C'est d'abord que le monde se trouve divisé en deux clans : celui qui comporte les Puissances pourvues d'armes nucléaires, Puissances qui constituent autant d'États « sanctuaires », garantis les uns vis-à-vis des autres, et celui qui est constitué par les autres peuples, ceux-ci ne dépendant, selon les circonstances, que du bon vouloir, de la prudence ou de l'audace des précédents. On objectera qu'il en a toujours été ainsi dans l'Histoire et que ce n'est là qu'une illustration plus nette peut-être d'un fait connu depuis toujours et que l'on désignait par le terme de hiérarchie des Puissances. En réalité, la situation est aujourd'hui différente en ce sens qu'il n'y a plus hiérarchie des Puissances, avec la notion de gradation qu'impliquait le terme, mais création de deux types d'États dont l'un est composé de nations nucléaires, c'est-à-dire toutes-puissantes, et dont l'autre est formé de pays incapables d'assurer leur sécurité. En outre, autre caractéristique : la nature des armes dont on disposait jadis permettait des associations ou des alliances, alors que le risque inhérent à l'existence même des arsenaux nucléaires rend aujourd'hui précaires de pareils accords. La logique nouvelle donne à penser, en effet, que s'il est peut-être plausible qu'un gouvernement ou qu'un peuple aille au sacrifice suprême lorsqu'il s'agit de défendre l'in-

tégrité de son territoire ou sa souveraineté, il n'est guère crédible qu'il prenne un risque comparable au profit d'une autre nation, fut-elle amie ou alliée. Voici donc compromis un système de forces ou un système de sécurité que le monde a pourtant connu pendant des siècles.

Hier, les nations s'unissaient soit pour l'emporter sur un adversaire dans une coalition offensive, soit pour se défendre contre lui. Il s'agissait de disposer d'un nombre maximum de combattants et l'alliance avait pour objet d'additionner les soldats d'un peuple à ceux des pays alliés. Mais le risque qui était alors pris à entrer dans une alliance c'était la perte des contingents fournis, voire l'occupation temporaire du territoire, la cession d'une province, un changement de dynastie. Ce n'était pas la destruction systématique, le chaos total et une perte de substance qui exigeraient des dizaines d'années d'efforts pour en effacer les traces. C'est bien cette nouvelle appréciation du risque qui limite l'efficacité des alliances classiques.

Déjà, au mois d'avril 1959, alors qu'il était interrogé sur les problèmes de sécurité par un sénateur, M. Christian Herter, nouveau Secrétaire d'Etat américain répondait en substance : « On ne peut imaginer qu'un Président des Etats-Unis utilise les armes nouvelles, à moins que la sécurité du peuple américain lui-même ne soit en jeu ». C'est que la mise au point d'engins balistiques à grande portée ayant ôté aux Etats-Unis l'invulnérabilité naturelle qu'ils tenaient de la géographie, les voici conduits à plus de prudence dans les engagements qu'ils peuvent prendre à l'extérieur et les garanties qu'ils peuvent accorder à d'autres nations. Pour sa part, le Général Maxwell D. Taylor, Conseiller personnel du Président des Etats-Unis pour les questions militaires, écrivait dans « The Uncertain Trumpet » que « dans les conditions actuelles... il n'apparaît plus plausible, ni pour nous-mêmes, ni pour nos alliés, ni pour nos ennemis, que nous voudrions utiliser nos forces de représailles atomiques pour tout autre but que pour assurer notre survie nationale ». Il ajoutait : « Nous devons redéfinir la guerre générale comme étant synonyme d'un échange nucléaire entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. La guerre limitée comprendra par suite toute autre forme d'opérations militaires ». Le Général Taylor illustre ainsi une évidence, à savoir que le recours

aux armes de destruction massive n'est guère crédible que s'il s'agit de défendre les œuvres vives du peuple qui les possède. L'affirmation signifie également que les systèmes d'alliance fondés sur la garantie d'intervention nucléaire fournie par un pays à ses alliés deviennent singulièrement précaires puisque la Puissance garante risque le sacrifice suprême, même lorsque ce n'est pas son existence qui est en jeu.

Cette limitation de l'efficacité de certains systèmes d'alliance autorise la politique des « faits accomplis ». A partir du moment où les œuvres vives des peuples « sanctuaires », c'est-à-dire de ceux qui disposent d'un armement nucléaire, ne sont pas menacées, la politique du « fait accompli » peut rapporter des dividendes aux Puissances assez audacieuses pour en prendre les risques. C'est, dans une certaine mesure, la caractéristique de la période actuelle. La situation internationale est en effet marquée par une série de « faits accomplis » qui ne menacent en aucun cas les intérêts vitaux des deux ou trois principales Puissances nucléaires, mais qui s'accomplissent au détriment des intérêts de certains pays dépourvus de cet armement et dont on peut par conséquent se disputer les biens sans courir de risques excessifs.

D'ailleurs, un bref retour en arrière souligne les faiblesses des alliances classiques à l'ère nucléaire. Quelle que soit la nature de l'enjeu disputé, on doit admettre que les armes nouvelles constituent la trame devant laquelle se déroule la vie internationale actuelle. Or, en bien des circonstances, lorsque hors d'Europe la diplomatie occidentale s'est opposée aux entreprises du bloc monolithique adverse, en spéculant sur les notions classiques d'alliance, c'est-à-dire sur l'addition des gouvernements et l'expression d'un point de vue collectif, elle a abouti à un échec. Hier, parce qu'il était nécessaire d'additionner les poitrines, on additionnait les gouvernements et, par conséquent, les armées, et l'on disposait d'une certaine force. Aujourd'hui, on n'a que faire de l'addition des poitrines. Ce qui compte, c'est la volonté d'agir, la crédibilité qu'inspire cette volonté d'action, et chacun sait que pareille volonté est d'autant moins forte que le nombre des alliés est plus grand. Il est clair que depuis qu'existent les armes nucléaires, que l'on sait qu'elles pourraient être éventuellement utilisées,

la coalition s'aligne sur les desseins, les intérêts et les vues du plus faible des coalisés ou de celui qui, en l'occurrence, a le moins d'intérêts dans le différend dont il s'agit. A l'inverse de ce qui existait jadis, l'addition des coalisés n'ajoute pas à leur efficacité. Elle souligne leurs faiblesses.

Lorsqu'éclata le conflit de Corée, ce sont les alliés britanniques et français qui invitèrent M. Truman à la prudence et qui lui conseillèrent de ne point utiliser les armes nouvelles dont il avait pourtant le monopole et qu'il aurait pu brandir impunément pour faire cesser un conflit qui, mené avec des forces classiques, s'est disputé à des milliers de kilomètres des sources de la puissance américaine, a coûté à l'Amérique des dizaines de milliers de vies humaines et a exigé un effort financier et technique dont les Etats-Unis ont dû payer le prix en perdant aujourd'hui la course à l'espace. Plus tard, c'est-à-dire en 1954, une certaine entente s'ébauchait entre les Français et les Américains au moment de Dien-Bien-Phu. Mais les Britanniques avaient des intérêts différents et ce sont leurs conseils de prudence qui, finalement, l'emportèrent. Deux ans après, l'affaire de Suez a vu les Français et les Britanniques d'accord, mais les Américains intervenir pour faire échouer l'expédition militaire contre l'Égypte. Au contraire, lorsque dans l'affaire de Matsu, le Secrétaire d'Etat, M. John Foster Dulles, prit le risque d'être accusé de mener une « politique au bord du gouffre » et résista aux pressions de ses alliés, il l'emporta et les deux îlots sont toujours entre les mains des Nationalistes chinois. Et l'on pourrait multiplier les exemples de la faiblesse des systèmes collectifs lorsqu'à l'ère de l'atome ils cherchent à s'opposer à l'expansion du bloc adverse. Ce n'est qu'en Europe que la défense collective a triomphé jusqu'à maintenant. Mais chacun sait que les Etats-Unis ont considéré l'Europe occidentale comme une zone d'importance vitale et pour la défense de laquelle ils étaient prêts à prendre des risques importants.

Hors d'Europe, hors des territoires qui furent des « sanctuaires », le système a révélé ses lacunes. Telles qu'elles sont aujourd'hui conçues les alliances ont l'inconvénient de priver les gouvernements alliés des avantages qui résultent d'une volonté nationale, sans leur fournir encore les moyens matériels que procurerait une véritable

intégration. En fait, en raison de l'immensité du risque à prendre comme de l'importance des ressources matérielles nécessaires à la Défense, la notion d'alliance telle qu'elle est conçue aujourd'hui laisse la plupart des peuples à mi-chemin sur la route de leur sécurité. Ou bien il leur faut faire retour sur eux-mêmes pour inspirer la crainte, mais alors il en est bien peu qui soient assez puissants pour se donner les instruments de cette crainte. Ou bien alors il leur faut aller vers l'intégration, l'abandon de souveraineté, le rassemblement des moyens matériels et l'unité sous une seule « machine » administrative et gouvernementale. Demeurer entre les deux solutions ne permet plus de faire front aux mille formes de la menace.

## B. — LA CARENCE DE LA DEFENSE ACTIVE

L'inefficacité totale des armes et des systèmes de défense active est une autre des caractéristiques de l'ère nucléaire. Il est possible que cette carence des moyens de la défense face à ceux de l'offense soit temporaire et que d'ici quelques années des armes nouvelles viennent vérifier la vieille loi de l'équilibre entre l'attaque et la défense. Mais actuellement, et pour la période qui nous intéresse directement, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'actuelle décennie, il ne serait pas réaliste de fonder une politique de Défense sur l'efficacité d'armes défensives, mises en œuvre dans le cadre d'une stratégie défensive. La défense, au sens général du terme, n'a plus de sens que dans la mesure où elle est fondée sur des armes offensives.

Il n'est plus possible de pratiquer une politique strictement défensive en se servant d'armes défensives. On sait les efforts que déploient respectivement les gouvernements de la Suède et de la Suisse, pays traditionnellement sur la défensive et qu'on ne peut accuser de nourrir des desseins agressifs, pour disposer de l'armement nucléaire nécessaire à la défense de leur neutralité.

Ce bouleversement stratégique est du à un fait technique simple : une seule charge explosive possède un énorme pouvoir de destruction. On pourrait dire que la « quantité de destruction » par unité de feu est désormais si grande qu'il

n'existe pas de moyen — du moins aujourd'hui — capable de stopper assez de projectiles pour que ceux qui achèvent leur trajectoire sur le territoire attaqué puissent être « absorbés » par le pays victime d'une telle agression. On ne peut aujourd'hui concevoir de système défensif aux mailles assez serrées pour que ne filtre à travers elles qu'une « quantité de destruction » assez limitée pour qu'elle puisse être supportée sans causer de dommages irréparables au pays qui serait l'objectif de pareille attaque.

Au cours de la dernière guerre, lorsque les forces aériennes du « Bomber Command » de la Royal Air Force attaquaient l'Allemagne, elles infligeaient au III<sup>e</sup> Reich des pertes dont il réussit à s'accommoder, du moins durant des années. De son côté, la Royal Air Force était amputée à chaque attaque d'un nombre d'avions et d'équipages qu'il était possible de remplacer au fur et à mesure. En moyenne, les pertes infligées par la Défense allemande aux formations aériennes britanniques étaient de l'ordre de 5 % du nombre des avions assaillants. De chaque côté il y avait usure lente du potentiel de combat. La Royal Air Force usait le potentiel industriel allemand, et la défense anti-aérienne allemande usait lentement les moyens offensifs britanniques. Une sorte d'équilibre s'établissait de part et d'autre et cette guerre d'usure dura quatre ou cinq ans.

Aujourd'hui, il est clair qu'un système défensif qui détruirait 5 %, 10 % ou même 50 % des moyens offensifs, n'aurait guère d'efficacité. Si, par exemple, il suffirait de la chute de 50 projectiles thermonucléaires pour détruire la structure politique, administrative, industrielle et économique d'un peuple de la taille de l'Allemagne, et si la défense de ce pays était efficace à 50 %, c'est-à-dire dix fois plus efficace que celle qui avait été mise sur pied après cinq ans de guerre, cela signifierait que l'adversaire devrait lancer 100 projectiles au lieu de 50.

Entre l'effort qu'impose à l'adversaire le système de défense le plus efficace et les énormes moyens qu'il faut rassembler pour mettre sur pied un tel système, il n'y a plus aucune proportion. La « quantité de destruction » que représente une seule unité de feu, un seul projectile, qu'il s'agisse d'une bombe ou mieux d'un engin à peu près imparable, a de tels effets destructifs qu'une



défense dont l'efficacité ne serait pas quasi totale ne présente qu'un intérêt limité.

Cette formidable « quantité de destruction » que peut matérialiser une seule unité de feu atomique déprécie encore l'efficacité de la défense parce qu'une attaque décisive menée par surprise devient réalisable. Hier, à l'époque où une certaine « quantité de destruction » dépendait de l'addition d'un maximum d'hommes, de chars d'assaut ou d'avions, l'agression était forcément précédée d'une longue période de réarmement dont les activités étaient évidentes à tous. Il ne pouvait y avoir surprise, d'autant que l'agression elle-même était précédée de la mise en place des troupes, de leurs déplacements, voire d'une mobilisation. Depuis qu'une énorme « quantité de destruction » peut être assénée en n'usant que d'un petit nombre d'armes, ces phases préparatoires assez évidentes à tous pour mettre en garde, ne sont plus nécessaires. Ce sont là des conditions suffisantes pour autoriser une agression menée avec le bénéfice de la surprise totale. Or, comme l'efficacité de la défense résulte depuis toujours d'une lente adaptation aux moyens de l'attaque, cette adaptation n'est plus possible puisqu'il peut y avoir surprise totale. La défense active y perd l'intérêt qu'elle pouvait encore présenter.

En outre, toujours parce que la « quantité de destruction » par unité de feu est maintenant considérable, la notion de guerre d'usure évoquée précédemment ne peut être retenue. Il n'est plus possible d'envisager un conflit organisé de longue durée puisque quelques minutes, quelques secondes, suffiraient pour infliger aux belligérants des ravages étendus. Et si la lutte ne se déroule plus en fonction du temps, il n'y a plus adaptation progressive aux procédés de l'attaque et il n'y a plus guère de systèmes défensifs qui conservent une efficacité.

C'est pour ces raisons que les systèmes de défense active ont perdu, pour l'instant du moins, leur efficacité.

Militairement, la conséquence de ce bouleversement dans les formes de la guerre, c'est que l'objectif initial de tout agresseur devient la destruction préventive, sur leur lieu de stationnement, des armes de représailles de l'adversaire. Si un pays pourvu d'un arsenal nucléaire envisageait de s'en prendre à une autre Puissance, éga-

lement dotée de cet armement, le premier objectif de l'agression ne pourrait être que la destruction préventive des forces de riposte adverses, où qu'elles se trouvent. Comme ces forces sont constituées essentiellement par des armes qui ne peuvent être interceptées durant leur parcours avec un degré suffisant de réussite, il n'y a d'autre solution que de tenter de les anéantir avant qu'elles ne soient utilisées, c'est-à-dire sur les aérodromes, s'il s'agit d'avions porteurs de bombes, dans leurs silos bétonnés s'il s'agit d'engins balistiques, sous les mers si des sous-marins porteurs de missiles figurent dans l'arsenal du pays visé.

Afin que cette forme d'agression ne soit pas réalisable, les grandes Puissances ont recours soit à l'enfouissement profond de leurs moyens de riposte, soit à leur mobilité permanente dans l'espace aérien ou dans les espaces sous-marins. Ainsi, ne sachant où frapper faute de connaître simultanément les coordonnées géographiques des objectifs dont la destruction s'impose obligatoirement, l'agresseur potentiel est obligé de « ren-gainer les mégatomes » et de recourir à un autre procédé que l'usage de la force.

Ces impératifs stratégiques nouveaux montrent donc que les agglomérations ne sont plus, comme elles l'étaient jadis, des objectifs prioritaires. Hier, on pouvait chercher à détruire les moyens de combat ou la volonté de résistance d'un peuple en détruisant ses agglomérations et ses moyens de production industriels en paralysant son économie. C'est que tandis que l'un des partis appliquait à son adversaire un pareil plan de destruction, il pouvait, dans le même temps, « absorber » la riposte ennemie et cependant continuer à vivre et à combattre. En ce qui concerne l'ampleur des destructions subies de part et d'autre, un équilibre s'établissait que chacun s'efforçait de rompre lentement à son profit. Mais cela demandait beaucoup de temps et d'énormes moyens humains et matériels. Bombarder les cités et les usines, c'était anémier la production de guerre et affaiblir la volonté de combattre. Les belligérants usaient lentement leurs forces respectives et la victoire appartenait à celui dont les ressources étaient les plus vastes. Aujourd'hui, les agglomérations ne seraient pas les premiers objectifs d'une agression, tout au moins si celle-ci était dirigée contre un pays pourvu d'un arsenal nucléaire (il en irait

évidemment autrement dans le cas où une Puissance nucléaire s'en prendrait à un pays dépourvu d'armes atomiques). C'est que, attaquer les agglomérations de l'adversaire ne priverait pas pour autant celui-ci des moyens de riposter. Pareille attaque déclencherait très probablement une représaille dont les moyens, ne pouvant être stoppés en vol, causeraient à l'agresseur des dommages considérables, peut-être même supérieurs aux bénéfiques qu'il pourrait escompter du recours à la force.

On a dit que, dans l'affrontement actuel entre la Russie et les Etats-Unis d'Amérique, ceux-ci étaient plus vulnérables que l'U.R.S.S. aux destructions nucléaires. Cette affirmation n'a guère de sens. Si le territoire américain est moins vaste que le territoire russe, et si les agglomérations y sont plus concentrées, celles-ci ne seraient pas les premiers objectifs d'une agression. Et si, dans la deuxième phase du conflit, c'était bien l'habitat respectif des deux peuples qui était attaqué, il n'y aurait guère de différence entre le nombre de missiles nécessaires pour détruire l'activité humaine, industrielle et économique de l'Amérique, et l'arsenal nucléaire qui aboutirait aux mêmes résultats en Russie soviétique. En ce qui concerne ce dernier pays, la dispersion des agglomérations imposerait que la trajectoire des missiles couvrant un plus large secteur du globe et que certaines de ces trajectoires exigent quelques minutes supplémentaires de parcours. Cette dispersion sur le sixième environ des terres jouerait un rôle décisif en guerre classique, mais elle ne modifie en aucune manière les caractéristiques d'une stratégie d'agression nucléaire.

\*  
\*\*

Si maintenant on tient compte de ce qui a été dit précédemment en ce qui concerne la nouvelle dimension du risque et que, d'autre part, on veut bien retenir ce qui vient d'être avancé quant à la carence de la défense active, on en vient naturellement aux origines d'une nouvelle politique de défense que l'on appelle la « politique de dissuasion ».

### Décourager l'agression

Entre Puissances possédant un armement nucléaire, la politique de dissuasion est fondée à la

fois sur l'immensité du risque qu'il faudrait prendre pour en venir à l'épreuve de force et sur l'impossibilité technique de mettre sur pied un système défensif capable de stopper les moyens offensifs de l'agresseur. L'idée fondamentale d'une politique de dissuasion c'est de faire entendre à tout agresseur potentiel que si, d'aventure, il usait de la force, il déclencherait des représailles qui lui coûteraient plus chers que ne rapporterait l'agression. La « quantité de destruction » infligée en représaille serait telle qu'elle ne pourrait être compensée par les bénéfices de la victoire. Et le mot victime n'aurait plus de sens lui-même puisque non seulement les pertes excèderaient le gain, mais encore elles seraient sans commune mesure avec l'objet du différend.

L'Amérique pratique cette politique à l'égard de la Russie depuis 1945. La Grande-Bretagne la suit depuis 1956 et le « Livre Blanc » sur la Défense que vient de publier le Gouvernement de Londres en accentue le sens. Pour sa part, la France essaie de la suivre à son tour. On sait que la Chine sera elle-même une Puissance nucléaire à partir de 1965 ou 1966. Quant à la Suède et à la Suisse, elles cherchent aussi à fonder leur sécurité sur les mêmes moyens. La raison en est simple : il n'y en a pas d'autres aujourd'hui.

Depuis 1950, c'est-à-dire depuis la signature du Pacte Atlantique, les Etats-Unis pratiquent cette politique de dissuasion à l'égard de la Russie soviétique non seulement pour eux-mêmes, mais au profit de leurs alliés. Toutefois, la technique a singulièrement évolué au cours des dernières années et la politique de dissuasion occidentale a dû s'accommoder des bouleversements successifs introduits dans le domaine des armements et par conséquent dans le domaine stratégique.

On peut dire que de 1949 jusqu'à 1955 ou 1956, les Etats-Unis disposaient du monopole de l'arme atomique et du moyen de transporter cette arme jusqu'au cœur du territoire soviétique. A l'époque, la dissuasion était absolue en ce sens que les forces américaines pouvaient à la fois s'attaquer aux forces de représailles soviétiques, c'est-à-dire aux aérodromes et à l'habitat. Si le monopole atomique américain a été théoriquement perdu en 1949, lors de la première explosion atomique soviétique, en fait c'est beaucoup plus tard seule-

ment que le rapport des forces a été modifié. C'est qu'il a fallu des années pour que les Soviets constituent un stock d'armes nucléaires et qu'ils produisent les moyens de les véhiculer à distance.

A partir de 1956 ou 1957, le monopole américain n'existe plus et, dans une certaine mesure, la politique de dissuasion devient bi-latérale. A cette époque, si les forces américaines peuvent toujours détruire à la fois les forces armées et l'habitat soviétique, inversement, les forces aériennes stratégiques russes commencent à rassembler les moyens d'infliger des destructions moindres, mais néanmoins de même nature, aux forces aériennes américaines sur leurs aérodromes et aux agglomérations du Nouveau Monde.

Mais, à partir de 1960, voici que le missile balistique entre dans la panoplie des deux pays. Comme il est indestructible en vol, il n'y a d'autre moyen de s'en défendre que de le détruire au sol, avant que le parti opposé s'en serve. Pendant quelques mois, les Soviets ont dû marquer une légère avance sur les États-Unis puisqu'ils ont eu, grâce à leurs premiers missiles à longue portée, les moyens de détruire les avions américains sur leurs bases, tandis qu'inversement, ceux-ci ne pouvaient guère s'en prendre aux silos des missiles soviétiques faute de savoir exactement où ils se trouvaient. Puis, grâce aux efforts déployés depuis 1957, le gouvernement américain a réussi à protéger ses missiles par le béton et aussi à les faire transporter dans les flancs de sous-marins à propulsion nucléaire dont l'autonomie et la profondeur de navigation est telle que la clandestinité de leurs mouvements est à peu près assurée. De leur côté, grâce à l'hermétisme de leur territoire, les Soviets ont également réussi à dissimuler, au moins partiellement, l'emplacement de leurs missiles de représailles. Et comme les lois de la dissuasion ne sont vérifiées que si les forces de représailles sont aussi peu vulnérables que possible, des deux côtés on s'ingénie à assurer leur «survie» et à les soustraire aux coups du parti opposé. Ainsi toutes les ressources de la technique sont utilisées de part et d'autre à renforcer cette situation.

Si bien que le statu-quo s'impose puisqu'aucun des deux pays en présence ne peut avoir la certitude de détruire préventivement les moyens de représailles de l'autre et que, par conséquent,

tout recours à la force déclencherait de manière inéluctable une riposte dont il faudrait pouvoir absorber le choc, ce qui, nous l'avons vu, est impossible en raison des énormes « quantités de destruction » que représentent les charges thermo-nucléaires actuelles. Cette situation particulière— qui peut être modifiée un jour par de nouvelles armes ou de nouveaux moyens de détection — crée évidemment une grande stabilité entre les deux pays puisqu'ils savent chacun qu'en venir à la force l'un contre l'autre conduirait à la destruction mutuelle. Lorsque M. Khrouchtchev parle de coexistence pacifique, il devrait ajouter que cette coexistence pacifique est aujourd'hui imposée par les lois de la stratégie nucléaire. Cette immunité que détiennent les deux grandes Puissances l'une vis-à-vis de l'autre leur accorde tous les avantages d'une paix forcée. Au contraire, cette paix forcée à l'inconvénient d'autoriser une politique de « faits accomplis », à condition naturellement que ces « faits accomplis » ne soient matérialisés qu'au détriment de pays dépourvus d'armes nucléaires, c'est-à-dire de pays que l'on peut subjuguier sans courir le risque de déclencher l'irréversible.

Si, entre les deux « Grands » et aussi longtemps que de nouvelles techniques d'armement ne seront pas mises au point, la stabilité apparaît devoir être grande, celui des deux qui se montrera le plus audacieux pourra vraisemblablement accomplir au détriment indirect de l'autre tous les « faits accomplis », à condition que ceux-ci ne menacent pas les œuvres vives de l'autre « Grand ». Les pays ou les territoires qui se trouvent ainsi placés entre les deux grandes Puissances sont l'enjeu d'une lutte d'autant plus âpre que, de part et d'autre, on sait bien que l'on ne court aucun risque grave aussi longtemps que la querelle ne menace pas le territoire ou la souveraineté des Puissances pourvues d'armes nucléaires.

Il est difficile, dans ces conditions, d'accorder aux alliances classiques les vertus et le pouvoir qu'elles avaient jadis. Que nous le voulions ou non, la technique en a modifié le rôle politique. Tout système de Sécurité, voire tout système politique qui ignorerait les conséquences d'un bouleversement technique d'une telle nature, n'aurait guère de sens. Les phénomènes scientifiques, techniques et militaires étant ce qu'ils sont aujourd'hui.

d'hui, il importe que la politique en comprenne le sens et s'y adapte.

### C. — L'AGRESSION EST BEAUCOUP PLUS COUTEUSE QUE LA DISSUASION

La troisième des caractéristiques de l'ère nucléaire, c'est que contrairement à ce que l'on pense généralement, il est beaucoup plus difficile à un pays, même pourvu d'un arsenal nucléaire complet, de monter une agression contre une autre Puissance également dotée d'armes atomiques que, pour cette Puissance, de riposter victorieusement à pareille agression. Si l'on raisonne par analogie avec le passé, on croit que celui qui attaque le premier est gagnant. Il suffit, pense-t-on, qu'il s'en prenne aux agglomérations de sa victime et qu'il les anéantisse pour s'être donné la victoire. Rien n'est moins vrai.

On a vu que les lois de l'agression, à l'âge thermonucléaire, conduisent l'assaillant à diriger ses premiers coups contre les forces de riposte du pays auquel il veut s'en prendre, puisqu'il est impératif qu'il les détruise avant qu'elles ne soient, en représailles, dirigées contre lui. Si ces forces de représailles sont mobiles et que leurs mouvements sont clandestins, comme peuvent l'être ceux des sous-marins au fond des mers ou des bombardiers lance-engins air-sol, le nombre de missiles que l'agresseur devrait lancer pour atteindre le premier de ses buts de guerre approcherait, théoriquement du moins, de l'infini. C'est que, pour réussir la première phase de son attaque, il lui faudrait en effet lancer assez de charges thermonucléaires pour détruire tous les sous-marins adverses, où qu'ils se trouvent dans les océans, ou saturer l'espace aérien d'assez de détonations thermonucléaires pour détruire en vol les bombardiers en alerte aérienne constante.

Pareille opération n'est guère réalisable. Elle pourrait peut-être l'être demain, avec les progrès techniques de détection et aussi avec l'augmentation de la puissance des charges explosives. Mais il faudrait alors que le pays dont l'Etat-Major dresserait les plans d'une agression fondée sur de tels moyens prenne le risque d'en subir partiellement les effets.

Si, au contraire, les armes de représailles du pays attaqué sont fixes et protégées, par exemple, par l'enfouissement sous une carapace de béton, le calcul montre que le nombre d'engins offensifs que l'adversaire devrait lancer pour avoir une probabilité suffisante de détruire un missile adverse est relativement élevé. Dans les circonstances présentes et dans le cadre de l'affrontement entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le chiffre des missiles offensifs nécessaires pour détruire avec une probabilité de 90 % un seul missile adverse est compris, en gros, entre 10 et 20. Ce nombre résulte de l'efficacité de la protection par enfouissement, de l'erreur de tir propre au missile offensif, et aussi des erreurs sur les coordonnées géographiques qui, aujourd'hui encore, peuvent atteindre plusieurs centaines de mètres.

A condition que les armes de représailles dont dispose un pays qui se défend par la dissuasion thermonucléaire soient conçues pour échapper à la destruction, la Puissance assaillante devrait mettre en œuvre des forces numériquement très supérieures à celles de sa future victime.

On peut illustrer cette disparité entre les moyens de l'offense et ceux de la dissuasion par un exemple théorique. Imaginons que les Etats-Unis fondent leur Sécurité sur les 800 missiles « Minuteman » dont on laisse entendre, outre-Atlantique, qu'ils figureront à l'inventaire des forces de dissuasion du Strategic Air Command. D'après les informations fournies par les experts américains eux-mêmes, pour détruire un seul de ces missiles « Minuteman » enfoui isolément dans son silo bétonné, il faudrait que l'agresseur lance une salve comportant de 10 à 20 missiles balistiques. Le chiffre varie avec la précision des missiles de l'assaillant, leur charge explosive, leur taux de bon fonctionnement, etc. Mais ce qui importe, c'est que, numériquement, les forces de l'agresseur devraient être un multiple élevé — compris entre 10 et 20 — de celles de sa victime. Celle-ci, au contraire, si elle réussissait avec les missiles qui n'auraient pas été détruits, à diriger contre l'agresseur ses forces de représailles résiduelles, n'aurait pas à s'en prendre aux silos de lancement de l'assaillant ; ces silos de lancement seraient vides. Elle n'aurait plus, comme objectifs, que les agglomérations ennemies. Or, celles-ci sont autrement plus sensibles aux effets de chaleur et de choc

que ne le sont des missiles protégés par le béton et enfouis dans le sol. Le calcul montre qu'une charge thermonucléaire de grosse puissance explosant en altitude est encore capable de rayonner à 40 km une quantité de chaleur équivalente à 30 calories par centimètre carré, c'est-à-dire plus qu'il n'en faut pour propager partout l'incendie.

Détruire un missile protégé imposerait donc donc qu'on lance contre lui de 10 à 20 missiles assaillants, ayant une charge de 1 à 5 mégatonnes tandis que pour détruire une grande cité, il suffirait que l'on dirige contre elle 1 ou 2 charges de 10 à 20 mégatonnes explosant, cette fois, en altitude, et incendiant tout sur un rayon de quelques 40 kilomètres.

Cette inégale vulnérabilité entre l'engin et l'agglomération favorise considérablement la matérialisation d'une politique de dissuasion. Celui qui attaque doit disposer de moyens numériquement très supérieurs à celui qui se défend. Mais voici également que le facteur qualité favorise la défense. Si celui qui attaque doit avoir dans ses arsenaux des missiles précis, celui qui se défend et qui ne peut s'en prendre qu'aux agglomérations adverses peut se contenter d'armes moins perfectionnées, relativement imprécises, puisque les objectifs visés — les agglomérations — ont de grandes dimensions et sont vulnérables à des effets thermiques encore décisifs à très grande distance de l'explosion.

Certes, dirigée contre les agglomérations de l'assaillant, pareille réaction entraînerait contre les villes du pays attaqué de véritables contre-représailles. Mais ce qui importe c'est le calcul de celui qui, pour attaquer, doit prendre la décision de rompre un état d'équilibre au risque d'avoir à supporter des pertes considérables. Qu'il en inflige ensuite d'analogues à sa victime n'a plus la même importance puisqu'il lui faudrait lui aussi encaisser un choc qui le rejeterait plusieurs dizaines d'années en arrière.

#### D. — L'ATOME, FACTEUR D'EGALISATION

Le pouvoir d'égalisation des armes nucléaires constitue la quatrième des caractéristiques appa-

remment aussi paradoxale que les précédentes, de l'ère nouvelle.

Hier, il était juste de dire qu'un pays capable de mettre sur pied, en cas de guerre, une centaine de division, avait de grandes chances de l'emporter sur un adversaire qui ne pouvait en aligner que cinquante. Aujourd'hui, il est impossible de dire qu'un peuple qui disposerait de 100 missiles thermonucléaires l'emporterait à coup sûr s'il s'en prenait à une Puissance forte seulement de 50 missiles. C'est que ces 50 missiles pourraient infliger, en représailles, des ravages considérables à l'agresseur, celui-ci fut-il plus puissant et mieux armé.

On a vu précédemment que les lois de l'ère nucléaire imposaient à tout agresseur de disposer d'un nombre d'armes offensives supérieur à celui du pays attaqué et qu'en raison de la carence de la défense active, la seule manière d'éviter des représailles trop coûteuses consiste à détruire préventivement les moyens de cette représaille, où qu'ils se trouvent. L'analyse montre que, moyennant des précautions élémentaires, le pays sur la défensive peut assez facilement obtenir la quasi invulnérabilité de ses moyens de représailles, ou tout au moins imposer à l'agresseur potentiel qu'il mette sur pied un formidable arsenal avant de pouvoir rationnellement passer à l'attaque.

Ainsi, les notions classiques de supériorité numérique se trouvent bouleversées de fond en comble. Ce n'est pas une supériorité de 2 à 1 ou de 3 à 1 qui s'impose, mais un avantage numérique bien plus élevé et qui peut atteindre 10 ou 20 fois l'inventaire des forces de représailles opposées. Le fait est rassurant. Il montre que même si un pays prend une certaine avance sur un autre, ce dernier n'est pas condamné à subir la loi de celui qui devient le plus fort. Etre le plus fort signifierait en fait, disposer de moyens offensifs, dix, vingt ou même « n » fois plus importants que ceux du pays à attaquer. L'importance de ce nombre dépend naturellement des mesures de sécurité prises par la nation qui se trouve sur la défensive, et en particulier des moyens de protection qu'il met en œuvre pour assurer l'invulnérabilité de ses moyens de représailles (enfouissement, mouvements secrets dans les airs ou dans les océans).

Cet aperçu sur la notion nouvelle du rapport

des forces montre combien la querelle du « missile gap » qui a peuplé les colonnes des journaux américains au moment de la campagne électorale était en réalité d'importance seconde. Pour que les Russes aient pu matérialiser leur avance sur les Américains — si avance il y avait — il eut fallu qu'ils disposent d'un arsenal balistique beaucoup plus important que celui qu'ils avaient. Entre celui qui attaque et celui qui cherche à dissuader, la différence est considérable et les moyens offensifs du premier doivent être très supérieurs aux moyens de représailles du second. C'est là un élément de stabilité puisque l'agression est rendue beaucoup plus difficile que la dissuasion.

Facteur d'égalisation entre Puissances, l'atome limite le pouvoir des masses armées et annule les avantages militaires que les Etats pouvaient normalement tirer de la conscription et de l'importance de leur population.

Parce que la puissance de destruction par unité de feu du nouvel explosif est considérable, il annule l'avantage qu'en matière de puissance conférait le nombre des combattants. De même que l'arme à tir rapide a condamné l'ordre serré, de même l'explosif atomique a rejeté dans le passé le pouvoir des masses armées. Quant aux industries d'armement, il ne leur est plus demandé de fabriquer en série le maximum d'armes capables de porter le feu classique mais, au contraire, de fournir l'explosif nouveau qu'un petit nombre de « véhicules porteurs » suffira à transporter et à « appliquer ». Hier, pour détruire la ville de Cologne en y lançant des bombes au T.N.T. contenant en moyenne 1,5 tonnes de poudre, 21.000 sorties d'avions de bombardement furent nécessaires (c'est-à-dire que les appareils de la Royal Air Force, au cours des quatre années de guerre aérienne, allèrent 21.000 fois au-dessus de la grande cité rhénane, chacun d'eux larguant une charge explosive n'exerçant que des ravages limités). En 1945, un seul bombardier, mais cette fois enlevant dans ses flancs un projectile représentant une « quantité de destruction » équivalente à quelques 15.000 tonnes de T.N.T., suffit à détruire Hiroshima. En matière de puissance de destruction, l'explosif est l'élément dominant, tandis que le « véhicule porteur », du moins en importance numérique, est devenu second. Cette nouvelle priorité qu'il faut donner à la charge explosive est à l'origine de la transformation des

industries d'armement, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne.

Il s'agit là d'un phénomène irréversible. C'est-à-dire qu'une fois cette conversion effectuée, ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne n'ont le choix. Contre un adversaire d'importance, ils ne peuvent qu'avoir recours à leur arsenal nucléaire. Si, en 1945, les 1.500 bombardiers lourds et moyens de la Royal Air Force constituaient une force, aujourd'hui, les quelques 150 appareils qui leur ont succédé ne pourraient jouer aucun rôle militaire s'ils ne lançaient des projectiles à ogive nucléaire. Et il en va de même pour les bombardiers du Strategic Air Command qui ne représentent aujourd'hui, du moins numériquement, que le dixième des forces aériennes stratégiques des Etats-Unis à la veille d'Hiroshima, mais dont chaque appareil peut larguer, à lui seul, une bombe dont la puissance est supérieure à toutes celles qui furent lancées durant la deuxième guerre mondiale.

Comme les bombardiers de la Royal Air Force britannique ou du Strategic Air Command américain, les 800 missiles « Minuteman » sur lesquels Washington compte pour renforcer ses forces de représailles ne peuvent être armés que d'une ogive nucléaire. Leur charge atomique remplacée par du T.N.T., ces missiles n'auraient aucun pouvoir de destruction et, n'étant pas redoutés, ils ne « dissuaderaient » personne.

Qu'ils le veuillent ou non, les Américains comme les Britanniques ont pris le « virage » vers l'atome et ils ne peuvent revenir en arrière. Ils n'ont plus et ils n'auront jamais plus assez de « véhicules porteurs » classiques pour défendre leur pays avec l'explosif d'hier. Celui d'aujourd'hui s'est imposé à eux. Il correspond à l'évolution scientifique et technique du moment et il ne peut être question de revenir en arrière.

## E. — DISSUASION PROPORTIONNEE

La formule prend un sens si l'on reconnaît qu'entre l'enjeu d'un conflit délibérément déclenché et le risque pris à rompre le statu-quo et à recourir à la force il peut exister une relation étroite. Certes, mesurer pareille relation c'est être rationnel et c'est admettre qu'une certaine rationalité

décide des calculs des parties en présence. On peut d'autant plus aisément faire pareille hypothèse sur la sagesse des gouvernements que tous commencent d'être familiarisés avec les formidables conséquences d'un éventuel emploi des armes nouvelles et que les opinions publiques se chargent d'imposer l'analyse sérieuse des situations et la prudence. Et puis, comme on l'a vu précédemment, le risque est immédiat et non à terme comme à l'âge du T.N.T.

Pratiquer une politique de sécurité fondée sur la dissuasion proportionnée, c'est estimer que l'adversaire spéculera sur la comparaison entre les pertes éventuellement subies en cas de guerre et les bénéfices que pourrait rapporter une agression, même si elle était militairement réussie. Ici, le bénéfice c'est en somme la valeur de l'enjeu convoité, tandis que le risque c'est le prix dont il faudrait payer cet enjeu. Cette double évaluation, et la comparaison qui s'en suit, c'est l'agresseur qui y procède et, ce qui compte, c'est la conclusion qu'il en tire et, par conséquent, la décision qu'il prend après avoir mesuré les avantages et les dangers du recours à la force. Il y a des siècles que l'on fait pareil calcul, et la notion de dissuasion proportionnée ne serait pas nouvelle si la nature du risque, soudainement, n'était devenue exorbitante par rapport à la valeur de la plupart des enjeux.

Il est possible que la domination du monde puisse être payée d'un prix très élevé et que d'immenses sacrifices soient consentis pour y parvenir par la force, c'est-à-dire rapidement. On conçoit que les Etats-Unis, obstacle majeur sur la route à l'hégémonie mondiale que voudrait exercer le clan communiste, ont conscience de l'enjeu décisif qu'ils représentent. On comprend qu'ils cherchent à équilibrer cet enjeu absolument capital en disposant d'un énorme potentiel de destruction et en laissant entendre que, quelle que soit sa puissance, celui qui les menacerait dans leurs œuvres vives disparaîtrait, en quelques heures, de la carte. Sans doute, le Kremlin admettrait-il de subir de lourdes pertes pour écarter l'obstacle américain de sa route. Mais, pourrait-il payer la conquête du monde de l'anéantissement de son propre empire ? Et surtout comment pareille conquête serait-elle exercée si l'Etat conquérant avait lui-même disparu ? La coexistence pacifique forcée résulte de ce calcul, si grossier fut-il.

Mais, dans l'épreuve de force actuelle entre les deux blocs, seuls les Etats-Unis représentent un objectif décisif. Pris séparément, les autres Etats ne sont que de maigres obstacles sur le chemin de la maîtrise du monde. Et à les subjuguier par la force on ne pourrait prendre que des risques limités, proportionnés aux bénéfices que rapporteraient annexions ou conquêtes.

Aussi longtemps que ces pays trouvent leur sécurité dans une alliance et que celle-ci est assez redoutée pour décourager l'agression, il n'est pas nécessaire de modifier le système existant. Mais si les Soviets prenaient à la lettre les propos du Général M. Taylor, ou si le Département d'Etat montrait de manière plus manifeste ses réticences à étendre des garanties qui peuvent mettre en danger la Puissance garante, c'est-à-dire les Etats-Unis, il est possible que la politique de dissuasion proportionnée soit le seul moyen d'assurer la sécurité des pays de faible et moyenne importance contre l'impérialisme des Grands d'aujourd'hui et de demain.

Hier, en alignant ses combattants et en les armant avec les engins de guerre classiques dont il disposait, un petit pays ne pouvait, seul, imposer le respect et, par exemple, faire respecter sa neutralité. Un puissant voisin pouvait toujours accepter de perdre quelques milliers, voire quelques dizaines de milliers de soldats, pour s'en emparer s'il estimait que l'enjeu en valait la peine. Aujourd'hui, il en va différemment. Muni d'un armement atomique limité en nombre et en qualité, un pays comme la Suisse pourrait facilement exercer sur le territoire de son agresseur des ravages si substantiels que celui-ci paierait la conquête de la Suisse plus cher qu'elle ne vaut. C'est d'ailleurs dans le contexte international que pareille affirmation prend son véritable sens. L'affrontement politique des deux blocs est la source d'un ensemble de rivalités et notamment d'une solide rivalité économique. On voit mal le Kremlin décidant de s'en prendre, les armes à la main, à un petit pays si celui-ci était capable, dans un dernier sursaut, de lui infliger des pertes considérables. Car il faudrait alors que l'U.R.S.S. répare les dommages subis, relève les ruines accumulées sur une portion de son territoire, tandis que, étrangère au conflit, l'Amérique poursuivrait avec quelques nouvelles longueurs d'avance sa course au bonheur. Non, il faudrait que la Suisse,

puisque ce pays a été pris en exemple, représentât un atout bien important pour que pareille perte de substance et pareil retard soient acceptés. C'est sur un raisonnement analogue — car il est le seul qui conserve un sens aujourd'hui — que bien des gouvernements envisagent de fonder la neutralité ou la sécurité de leur pays. Et c'est aussi le point de vue du chef d'Etat-Major de la Défense Nationale de la Suède, comme ce fut celui de M. Attlee pour la Grande-Bretagne voici près d'une quinzaine d'années, et des gouvernements qui se sont succédé à Paris depuis 1954, pour la France.

Une fois encore, c'est le calcul de celui qui pourrait prendre l'initiative de l'agression qui importe en matière de dissuasion proportionnée, plus encore qu'en ce qui concerne la pratique de la dissuasion absolue (1). Il est bien évident que si un petit pays se défendait contre un « Grand » à l'aide d'armes atomiques et qu'en réponse à une agression menée d'abord avec des moyens classiques, il brandissait les quelques armes atomiques qu'il possède et détruisait une vingtaine de grandes agglomérations adverses, il serait détruit lui-même. Et il y aurait inégalité dans les pertes en ce sens que le puissant agresseur serait amputé de 10 ou 20 % de sa force, tandis que le petit pays perdrait peut-être 80 à 90 % de sa substance. Mais ce qui compte ici, ce n'est pas l'état de fait qui aurait été créé après un échange de coups atomiques. Pour celui qui, délibérément, brise le statu-quo pacifique et prend la responsabilité de provoquer une réaction atomique, l'élément capital c'est évidemment le prix dont il devra payer lui-même la conquête du territoire auquel il s'attaque. Ce qu'il adviendra du petit pays qui aura ainsi réagi est sans importance pour l'agresseur. Celui-ci peut se venger sur lui de ses propres pertes ou, au contraire, en utiliser les ressources sans les anéantir par pure vengeance.

On a dit que, devant la perspective d'être totalement anéanti, le petit pays en question renoncerait à user de son arsenal nucléaire, et qu'ainsi la dissuasion proportionnée aurait échoué. On peut répondre à l'objection que le petit pays n'a guère d'autres ressources que de fonder sa sécurité sur des armes qui ont le pouvoir égalisateur que l'on sait, car il n'ignore pas qu'en alignant toutes les poitrines dont il dispose il n'imposera plus jamais le respect à une grande Puissance riche à la fois

d'importante forces classiques et d'une panoplie atomique largement fournie. En outre, cette notion de destruction à 10 % d'un côté et à 80 % de l'autre n'a guère de sens. Un pays comme les Etats-Unis qui cherche pourtant à pratiquer une politique de dissuasion absolue à l'égard de l'U.R.S.S. (2) n'a jamais caché qu'en cas d'attaque de son territoire, plus de trois-quarts de sa population serait anéantie et la quasi totalité de son habitat aurait été réduit en cendres. Et lorsqu'il évoque les possibilités du « Strategic Air Command », son chef reconnaît qu'il pourrait en quelques heures ramener la totalité de l'U.R.S.S. à l'état de désert. Que la dissuasion soit absolue ou qu'elle soit seulement proportionnée, pour celui qui la pratiquerait sans succès le résultat serait le même. Qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la Suisse, la dissuasion qui échoue c'est risquer les mêmes ravages.

Il est une autre raison, enfin, qui pousse les Etats de moyenne ou de faible importance à recourir aux armes nouvelles pour assurer leur sécurité. C'est qu'on ne peut imaginer qu'un pays puissant, doté de l'arsenal nouveau, s'en prenne à un voisin plus faible et accepte de perdre — si jamais il perdait — sans prendre dans ses dépôts les quelques armes qui, en quelques minutes, rendraient vaine toute résistance classique et lui donneraient par conséquent la victoire. A accepter l'affrontement classique avec un « Grand », un « Moyen » ou un « Petit » n'a donc plus aucune chance. S'il ne résiste pas, écrasé par des forces classiques supérieures en nombre, son sort est décidé. Si d'aventure il résistait, le puissant agresseur, ses forces classiques tenues en échec, décrocherait quelques armes atomiques à sa panoplie et il l'emporterait immédiatement sur les contingents classiques de sa victime. De toute façon, comme c'était le cas hier, la victoire serait du côté du plus fort. Mais si, au contraire, le pays de moindre importance avait les moyens de pratiquer une politique de dissuasion proportionnée au rôle international limité qui est le sien, s'il possédait quelques armes atomiques et s'il réussissait, par le mouvement dans les airs ou les mers, à les rendre quasi invulnérables, il serait

(1) C'est-à-dire la faculté de détruire les forces de l'agresseur comme la quasi totalité de son territoire.

(2) Et l'inverse est évidemment vrai, encore que moins utile.



capable d'imposer le respect et de maintenir un statu-quo pacifique entre lui et son puissant voisin.

Si la politique de dissuasion résulte de la nouvelle dimension du risque inhérent à l'éventuelle utilisation des armes nouvelles combinée de l'inefficacité présente de la défense active, la « dissuasion proportionnée » n'est politiquement viable que parce que l'atome est un élément d'égalisation de puissance. Demain, il est possible que des armes défensives plus efficaces (3) soient mises au point et qu'alors ces données nouvelles soient altérées et que d'autres leur soient substituées. Mais actuellement, et dans les limites de l'avenir prévisible, la tendance est plutôt au renforcement de cette conception de la Sécurité et de la Défense.

#### F. — L' « ESCALADE » OU LA « SPIRALISATION » DES CONFLITS NUCLEAIRES

Hier, les bombardiers américains ou britanniques enlevaient dans leurs soutes des charges explosives pesant jusqu'à une dizaine de tonnes et contenant six ou sept tonnes de T.N.T. Dans l'état de la technique aéronautique des dernières années de la deuxième guerre mondiale, on ne pouvait pas dépasser ces charges et faire transporter par un bombardier un potentiel de destruction plus grand. Il fallait multiplier le nombre des avions et si l'on réussissait alors à lancer quatre à cinq mille tonnes de bombes sur un seul objectif, c'était à l'aide de plusieurs centaines d'avions, voire en rassemblant plusieurs milliers d'appareils.

Hiroshima et Nagasaki ne furent survolées et attaquées respectivement que par un seul appareil. La puissance de destruction par unité de feu avait été brutalement augmentée. Et depuis, les physiciens travaillent à l'accroître encore, des charges explosives de 100, 200, voire 500 mégatonnes étant du domaine du possible, notamment si l'on dispose d'un véhicule porteur de taille suffisante pour enlever pareilles bombes.

Mais, tandis que par étapes successives, on en arrivait à l'explosion des 58/60 mégatonnes de l'automne 1961, à la fois les dimensions et la puissance de destruction des charges atomiques

étaient progressivement diminuées. Encore que le fait ait été connu bien plus tôt par les spécialistes, le monde apprit, à la fin de l'année 1958, que la Commission de l'Energie atomique américaine avait fait exploser des charges atomiques d'une puissance équivalente à moins de 100 tonnes de T.N.T. L'annonce officielle signifiait qu'entre la bombe chimique (T.N.T.) la plus puissante et la charge atomique la moins forte, il n'y avait plus de solution de continuité, du moins quant aux effets mécaniques — souffle et chaleur — sinon quant aux rayonnements radioactifs qui demeurent la caractéristique des armes à fission. L'énorme différence qui existait encore au moment de la guerre de Corée entre les armes au T.N.T. les plus meurtrières et la bombe atomique de puissance nominale comme celle d'Hiroshima ou de Nagasaki, était presque comblée. S'il y avait eu jusque là des enjeux à la mesure seulement des effets des armes classiques, et d'autres, vitaux, pour la sauvegarde desquels il était plausible que l'on use des armes nouvelles, désormais les deux catégories de conflit pouvaient être confondues, ou plutôt on pouvait redouter que les belligérants passent insensiblement de l'une à l'autre et qu'ainsi, entre Puissances nucléairement armées, il ne puisse y avoir de conflit limité.

En fait, les grandes Puissances disposent déjà, ou cherchent à constituer un arsenal classique et atomique si complet que, de la mitrailleuse à l'explosif thermonucléaire de plusieurs dizaines de mégatonnes, voire plus demain, la gamme de leurs moyens de destruction est continue, sinon infinie.

Les uns ont vu dans la disparition du « seuil » qui séparait les deux systèmes, le classique et l'atomique, une nouvelle source de périls. « Si, commençant à se battre au fusil, l'« escalade » vers le thermonucléaire était inéluctable, où irions-nous et, à bref délai, que resterait-il d'une humanité divisée par des conflits permanent ? ». Les autres, au contraire, estiment que le fait de placer chaque affrontement grave dans la perspective d'une guerre thermonucléaire invite à la prudence et doit interdire le recours à la force. De même que certains traitements ont fait disparaître certaines maladies, de même la gamme complète des

(3) Elles rendraient la dissuasion proportionnée plus difficile à matérialiser puisqu'elle devrait être fondée soit sur un arsenal plus important numériquement soit plus évolué (par exemple composé de missiles anti-anti-missiles).

armes nucléaires interdirait la guerre, du moins entre les Puissances qui en possèdent la panoplie.

Il faut reconnaître que l'étude des « conflits localisés » qui se sont déroulés depuis Hiroshima donne du crédit à la dernière de ces deux thèses. L'analyse montre en effet qu'au fur et à mesure que la marge s'amenuisait entre les deux systèmes d'armes, classiques et atomiques, l'enjeu des conflits localisés successifs devenait de moins en moins grave, les armes utilisées et les effectifs engagés de moins en moins importants. Et lorsque la zone de l'affrontement n'était pas de plus en plus éloignée des zones névralgiques de ce monde en lutte, les deux partis en présence faisaient preuve d'une extrême prudence (à Berlin, le « mur » répond à la fois à un objectif politique qui est de prendre un avantage sans courir de risques excessifs et au réflexe qui consiste à limiter les contacts dans un secteur particulièrement sensible).

Guerre de Chine, guerres de Corée et d'Indochine, affaires de Formose, du Moyen-Orient et d'Égypte, du Congo, du Laos et de Berlin enfin, montrent que l'on est passé de la guerre chaude — fut-elle menée avec des armes classiques — à l'invective par-dessus un mur en usant de toutes les « températures » intermédiaires, ou presque. Si, au lieu de prendre la mesure de chaleur pour étalon, on se servait de la nature et de la puissance des armes utilisées respectivement dans les divers conflits, on en viendrait à la même constatation. Ces armes, en effet, ont été de moins en moins puissantes, de moins en moins meurtrières et leur utilisation a été de plus en plus mesurée, voire même de plus en plus limitée.

Tout se passe donc comme si chacun des deux Grands en présence avait parfaitement pris conscience des dangers de l'« escalade ». Chacun voit mal comment il pourrait engager un conflit — ou résister à pareil engagement — et accepter de perdre plutôt que recourir aux armes plus puissantes qui lui donneraient aussitôt l'avantage. Et comme le parti opposé fait le même raisonnement et qu'il ne peut admettre de capituler en ayant dans ses arsenaux le moyen de ne pas le faire, le risque d'« escalade » est évident. Ainsi, un conflit qui, pour la dispute d'un enjeu mineur, aurait commencé modestement, devrait normalement conduire à l'anéantissement mutuel, l'objet

même du différend étant très vite dépassé et la lutte continuant parce qu'il n'y aurait pas de raison pour que l'une des parties baisse pavillon devant l'autre.

On dira que l'« escalade » accroît cette stabilité entre Grands à laquelle il a été fait allusion précédemment, et c'est sans doute vrai. Mais il en résulte un nouveau facteur d'affaiblissement des alliances entre Puissances nucléaires et pays dépourvus des armes nouvelles. On conçoit que les premières renoncent à s'engager au profit des secondes, même s'il s'agit à l'origine d'un différend d'importance mineure. C'est que, ou bien il faudrait prendre le risque de capituler et de perdre si l'ennemi n'avait pas du risque la même appréciation, et dans ce cas le pays enjeu du différend serait livré à l'adversaire. Ou bien il faudrait tenir bon, et alors, à cause d'un allié, risquer de subir des dommages hors de proportion avec la valeur de l'enjeu défendu.

C'est l'explication et la justification de la politique de la nouvelle Administration américaine à l'égard de l'Europe occidentale.

Se rendant compte du bouleversement stratégique intervenu à la fin de la dernière décennie, la plupart des experts d'Outre-Atlantique s'efforcent de jeter les bases d'une nouvelle stratégie qui, tout en visant les mêmes buts que la précédente, limiterait les risques que le peuple américain pourrait être amené à prendre.

Dès 1956, et dans la présentation de son ouvrage sur les « Armes nucléaires et la politique étrangère » (4), Henry Kissinger écrivait : « Nous devons trouver une stratégie capable d'être le support de notre diplomatie, sans que nous soyons obligés de risquer chaque fois ce qui est notre substance en tant que nation ». A l'époque, l'auteur estimait qu'il était militairement possible et même qu'il était profitable pour les États-Unis de pouvoir conduire, avec ou sans armes atomiques, des opérations de guerre limitée (contre les Soviets directement, ou indirectement contre leurs alliés) sans pour autant en venir à l'échange de coups thermonucléaires. Il fallait pour cela, précisait Henry Kissinger, que « la survie nationale ne soit pas en jeu ». Il est évident

(4) Nuclear Weapons and Foreign Policy.

que pareille conception ne pouvait être applicable à l'Europe et à sa défense, et par conséquent au Pacte Atlantique. Quel est l'allié qui accepterait d'appartenir à un système de défense collective dans lequel la notion de survie nationale ne concernait que la Puissance garante, c'est-à-dire les Etats-Unis ? Appliquer la notion des guerres limitées à la défense de l'Europe signifierait que celle-ci pourrait être dépecée, lambeau par lambeau, les alliés non directement menacés dans leurs œuvres vives acceptant d'abandonner l'un des leurs — celui-ci étant attaqué de front — sous prétexte que pour eux, sinon pour lui, il ne s'agit pas de « survie ». Et le raisonnement serait valable de proche en proche.

Kissinger croyait alors également que la guerre limitée pourrait être disputée à coups d'armes nucléaires de petit et de moyen calibre. Il pensait que la mobilité et que la fluidité de forces armées spécialement adaptées permettraient la bataille atomique, c'est-à-dire un échange de coups qui aboutirait — comme avec les armes classiques — à l'usure plus grande d'un des belligérants que de l'autre. Aujourd'hui, personne ne croit à cette thèse, et encore moins son auteur. On imagine mal le combattant acceptant de jouer son rôle dans le cadre d'un conflit nucléaire sans se soucier des pertes qui se compteraient par milliers à la micro-seconde, et l'on ne peut concevoir deux belligérants qui s'affronteraient avec des charges explosives de petite puissance alors qu'une seule charge de grande puissance donnerait à celui qui en aurait usé un avantage décisif et définitif. Enfin, comme il n'existe plus de seuil en matière de puissance de destruction et que, de l'arme classique la plus petite aux 58 mégatonnes que M. Khrouchtchev fit détonner en 1961, il n'y a guère de solution de continuité, on ne peut admettre qu'à ce jeu de la guerre atomique limitée — si invraisemblable et si irréalisable soit-il — l'un des belligérants accepte de perdre alors qu'il aurait dans ses dépôts l'arme de la taille au-dessus qui lui donnerait la victoire ? Et comme il n'y a pas de raison que, des deux côtés, on ne tienne le même raisonnement, nous voici entrés dans l'« escalade », c'est-à-dire la non-limitation des conflits dits limités.

En fait, le raisonnement de Kissinger est parfaitement valable lorsqu'il s'agit, non pas de protéger les Etats-Unis, mais de créer les conditions

d'une politique extérieure fondée sur certaines manifestations de force. La protection des Etats-Unis est assurée par la menace de représailles massives. A violer le « sanctuaire » américain, l'autre « grand » prendrait un risque majeur. Quant aux territoires qui se trouvent placés entre les deux « grands », entre les deux « sanctuaires », ils peuvent être disputés à coups de guerres limitées, étant entendu que de pareils enjeux ne « méritent » pas la guerre thermonucléaire généralisée. En raison de la disproportion des forces classiques déployées en Europe et qui s'y opposeraient en « guerre limitée », il est clair qu'aucune des Puissances de l'Europe de l'Ouest ne peut trouver sa sécurité dans pareil concept.

Cependant, il faut admettre qu'on tend, outre-Atlantique, vers un système de défense différent de celui sur lequel avait été bâtie la défense occidentale. On pourrait résumer ainsi le nouveau concept : en raison de leur toute-puissance et des formidables conséquences de leur éventuelle utilisation, les armes de destruction massive sont en principe réservées à la défense du territoire américain. C'est là un sanctuaire inviolable que l'on protège par la menace suprême, c'est-à-dire celle des représailles thermonucléaires. S'il s'agit, au contraire, de défendre des territoires extérieurs, on n'y utilisera que des forces classiques. Ainsi serait écarté le danger d'une guerre générale thermonucléaire résultant d'une affaire « marginale » seconde, tout au moins vue des Etats-Unis et en ce qui concerne leur sécurité.

Le général Maxwell Taylor, conseiller militaire du président Kennedy, écrivait dans son livre « The Uncertain Trumpet » : « La question d'utiliser des armes atomiques dans des guerres limitées devrait être abordée en acceptant le fait que de telles guerres devraient être conduites de préférence avec des armes classiques, mais qu'on devrait néanmoins être prêt à utiliser des armes atomiques tactiques dans les cas relativement rares où leur usage serait de notre intérêt national ». On ne peut être plus clair et aussi moins au fait des réalités militaires. Comment, par exemple, concilier les moyens de l'organisation de forces classiques avec l'éventuelle utilisation d'armes atomiques, fussent-elles « tactiques » ? Même Kissinger affirme qu'on ne peut concevoir des troupes capables de cette bivalence. De son côté, le général Max S. Johnson soulignait dans

« U.S. News and World Report » le rôle du général Taylor dans la mise sur pied de la nouvelle stratégie américaine. « Les Etats-Unis préfèrent défendre l'Europe avec des forces non nucléaires » ajoutait le Général Johnson.

Si ces vues étaient suivies, cela signifierait, qu'en matière de Sécurité, l'Europe occidentale a perdu, ces deux dernières années, le privilège qu'elle avait jusqu'à maintenant d'être également considérée comme un « sanctuaire ».

Elle ne serait donc plus un territoire que l'on protège à tout prix, voire en s'exposant soi-même à la destruction.

Mais ce qui est plus grave, selon cette nouvelle conception de la sécurité européenne, c'est que non seulement l'Europe occidentale ne serait plus défendue qu'à l'aide d'armes classiques, mais encore, si l'on en croit un des spécialistes américains de la stratégie nucléaire, Albert Wohlstetter, qu'il est dangereux, inutile et même vain qu'elle cherche à assurer sa sécurité par les mêmes moyens que ceux dont Taylor, comme Kissinger et Wohlstetter d'ailleurs, estiment qu'ils peuvent seuls garantir l'inviolabilité du territoire américain, c'est-à-dire les moyens nucléaires.

Voici donc l'Europe occidentale reléguée au rang des territoires que l'on accepte de disputer selon les fortunes de la guerre classique. Si le sort des armes est contraire, elle est perdue sans pour autant que la lutte ait conduit à la catastrophe générale. Il y a désormais deux poids et deux mesures selon les rives atlantiques dont il s'agit. A une menace dirigée contre celles de l'Amérique, il serait répondu atomiquement et le châtement serait tel que personne n'oserait provoquer pareille réaction. Au contraire, en Europe le combat classique est accepté. Si l'agresseur consentait à perdre, tant mieux. S'il s'acharnait et qu'il usait de quelques-unes seulement de ses ressources, il l'emporterait facilement et ce serait tant pis. Comme il est dangereux pour l'Europe occidentale d'être ramenée aux conditions de l'ère pré-atomique alors qu'existe maintenant un Etat aussi colossal que l'U.R.S.S. ! Comme il est maladroit de faciliter son jeu en supprimant les risques qu'il lui faudrait prendre pour user de la force ! Et quelle invitation à exploiter impunément les formidables avantages qu'il détient !

Mais, malgré la pression des bouleversements

techniques et stratégiques actuels, on ne passe pas d'un système de sécurité collective qui a fait ses preuves à un concept généralisateur d'insécurité sans proposer des formules qui rassurent. L'accroissement des forces classiques à déployer en Europe et la défense non atomique de l'Occident est l'une d'entre elles.

Envisagée déjà il y a plusieurs années, et avant que la Conférence de Lisbonne ne la condamne, elle avait été rejetée en raison de son absurdité. C'est qu'on ne voit pas pourquoi, à ne considérer que le secteur Centre-Europe, un adversaire déterminé, aussi richement pourvu qu'il l'est en matière offensive, n'hésiterait pas à entrer en guerre s'il ne lui était opposé que quelques vingt divisions, et pourquoi il se tiendrait tranquille s'il avait à faire à trente divisions ? Car, officiellement, selon les estimations de l'OTAN, il en possède plus de quatre fois plus. Certains « experts » intéressés ont essayé de démontrer, à la manière du Général Gamelin gardant le front des Ardennes, que dans un certain secteur géographique les règles de l'art de la guerre ne permettraient de déployer et de faire manœuvrer qu'un nombre déterminé de grandes unités terrestres. Ce qui est sans doute plus vrai à l'École de Guerre que sur le terrain. Mais surtout, ces experts n'ont pas expliqué par quel sortilège les Soviétiques, ainsi contenus par des effectifs bien moins importants que les leurs — s'ils étaient jamais contenus — accepteraient de perdre (la bataille et la face) plutôt que d'user d'abord de leur formidable supériorité numérique, et ensuite des armes atomiques qu'ils possèdent eux aussi en abondance. Quelle contrainte limiterait à une certaine puissance de destruction les armes d'un des belligérants, si celui-ci perdait et s'il avait dans ses arsenaux les moyens de la victoire ? Sachant, puisqu'on le lui dit, qu'on n'emploierait pas, à l'Ouest, d'armes nucléaires, pourquoi le Commandement soviétique n'y aurait-il pas recours si, en quelques heures, voire en quelques minutes, ces armes assuraient son succès ?

Henri Kissinger a consacré des pages à démontrer qu'en situation défensive on ne peut d'abord « jouer » la guerre classique puis, si l'on perd, la guerre nucléaire. La première exige la concentration des forces armées et de nombreux effectifs. Le pouvoir de destruction y est une fonction du temps. La guerre classique dépend d'une

logistique continue, use de réserves humaines et matérielles considérables, consomme la production d'usines d'armement travaillant au rythme maximum.

La guerre nucléaire impose la dispersion, la mobilité, l'émiettement même des forces armées. Elle n'est pas fonction du temps et ses effets instantanés peuvent suffire. On n'aurait qu'y faire des réserves humaines ou matérielles et les usines d'armement seraient réduites en cendres bien avant d'avoir modifié leur régime du temps de paix.

On ne passe pas d'un système à l'autre si l'adversaire a l'initiative. Personne ne peut dire ce qu'il adviendrait d'un corps d'armée classique, c'est-à-dire armé et déployé pour avoir une certaine efficacité en guerre classique, si deux charges seulement de 10 mégatonnes chacune explosaient au-dessus du terrain qu'il occupe. Chacun devrait savoir qu'à partir du moment où les armes nucléaires existent et que leur utilisation est possible, il n'est plus concevable d'en venir à une conception, une organisation, un armement, à des tactiques qui ignorent les effets d'une explosion thermonucléaire.

Le danger que présente pour la sécurité de l'Europe le soi-disant « retour à une défense plus classique et moins atomique », c'est que si pareil concept était jamais matérialisé dans les faits, non seulement il inviterait à l'agression, mais imposant la non utilisation des armes nouvelles — faute de disposer de forces armées adaptées aux formes particulières de l'affrontement nucléaire — il conduirait au désastre en raison de la formidable disproportion des moyens classiques qui existe de part et d'autre du rideau de fer.

On en arrive ainsi à un paradoxe qui n'est qu'apparent et que l'on pourrait résumer ainsi : plus il y aura de contingents « classiques » pour la défense « classique » occidentale, moins cette défense sera solide. C'est que plus le fameux « seuil » sera élevé, moins il sera possible de faire redouter l'escalade nucléaire, celle-ci neutralisant les gros bataillons.

Récemment, dans une revue britannique (5), le journaliste américain Stewart Alsop titrait un article sur l'OTAN : « L'Europe est-elle trop riche pour combattre ? » Le journaliste réclamait

un accroissement des forces classiques et accusait l'Europe occidentale de ne pas consentir les efforts nécessaires. En somme c'était revenir à l'argument maintenant utilisé par bien des personnalités d'outre-Atlantique : « L'U.R.S.S. a quelque 200 millions d'habitants et elle aligne 135 divisions prêtes au combat, auxquelles s'ajouteraient encore quelques 200 grandes unités terrestres après mobilisation. Comment se fait-il qu'avec ses 200 millions d'habitants l'Europe occidentale ne puisse rassembler que le quart de ces moyens ? » A quoi on peut répondre qu'ayant 185 millions d'habitants, les États-Unis n'ont pas quinze divisions terrestres.

Non, la misérable solution de remplacement proposée à l'Europe se heurte à la fois à des impossibilités stratégiques, économiques et sociales, et à une conception de la sécurité à laquelle aucun gouvernement des pays de l'Europe occidentale ne peut souscrire. Il ne peut y avoir deux poids et deux mesures, les flèches et les lances à la disposition des uns et les mitraillettes et les canons au service des autres.

Telle apparaît être la plus dangereuse des conséquences du processus de l'« escalade ». Si ce processus renforce la sécurité des nations pourvues d'un arsenal nucléaire, il menace également le concept des alliances comme on les conçoit aujourd'hui, c'est-à-dire un groupe d'États protégés par les armes nucléaires de l'un d'entre eux. A partir du moment où, pour la défense d'enjeux qui ne sont pas vitaux pour elle, la Puissance garante risque la « montée » vers l'échange de coups thermonucléaires, on conçoit qu'elle hésite à prendre des engagements trop étroits et on comprend qu'elle envisage une nette séparation entre les armes qui la défendent et celles dont elle accepte d'user pour la défense des autres.

\*  
\*\*

A cette véritable crise des alliances existe-t-il des remèdes ? Jamais l'unité occidentale n'a été plus nécessaire et jamais non plus elle n'a accusé plus de faiblesses.

La première des objections qui est faite à l'actuel modusvivendi — et la plus grave —

(5) « Time and Tide » du 25 janvier 1962.

réside dans la crédibilité d'une politique de dissuasion qui doit être pratiquée au profit d'autres peuples que celui qui en possède les moyens et a qui il est demandé d'en accepter les risques. Bien sûr, l'agresseur également devrait courir des risques importants et, prenant l'initiative de la provocation, jouer le premier à la roulette. Mais bien des situations peuvent exister où il y a déséquilibre entre le risque et l'enjeu. Les dangers de la dissuasion peuvent être si manifestement démesurés par rapport à la valeur de l'enjeu qu'elle prétend défendre que la probabilité d'une réaction peut être très faible et que, par conséquent, le risque peut normalement être pris de passer outre.

Il existe bien des manières de parer à ce danger. L'une d'elles consiste à déployer sur le territoire des nations garanties les forces de la Puissance garante. En Europe, les enfants des écoles américaines joueraient aussi bien ce rôle puisqu'il s'agit, par une présence physique particulièrement chère, d'engager le pays garant à réagir comme il l'aurait fait s'il était directement menacé. Mais pareille solution n'est ni absolue ni permanente. Elle a ses limitations qui peuvent provenir de l'un ou de l'autre des gouvernements intéressés, ou encore des deux gouvernements à la fois.

Sous la pression de la nouvelle Administration américaine toutes les solutions au problème de la défense de l'Europe occidentale qui permettraient d'exclure le recours aux armes nouvelles ont été étudiées et proposées. Certains ont même envisagé le retour aux milices. « ... Une importante et efficace armée de réserves est la clef de toute stratégie capable de répondre à la fois aux besoins d'une guerre mondiale, d'un conflit limité ou d'un affrontement para-militaire ... » écrivait M. Frederik M. Stern dans « Orbis » (6). Et M. Stern poursuivait : « ... Il existe une organisation militaire qui permettrait aux nations libres de colmater les brèches qui existent dans leur système de défense et, formant le complément des forces qui ont déjà été créées, de faire face à l'actuel conflit dans tous ses aspects ... et cette organisation c'est celle de l'armée des citoyens ». Et l'auteur citait en exemple les forces du type suisse, israélien ou australien. De son côté, dans le Neus Zürcher Zeitung du 21 février 1960, M. Urs Schwarz soutenait une thèse analogue en proposant le renforcement de l'OTAN à l'aide des forces de milices.

La proposition est fondée sur un faux postulat. Les deux auteurs supposent, en effet, que l'emploi, même généralisé, d'armes de destruction massive ne brisera pas la volonté de combattre des belligérants. Comment suivre M. Urs Schwarz lorsque, lui aussi, transpose à l'âge atomique les systèmes de milices qui firent merveille en Australie, Nouvelle Zélande, Canada, Israël ou Suisse, alors que pareilles organisations n'ont fait leurs preuves que dans la paix ou que devant des adversaires dépourvus des armes nouvelles ? Face à la menace militaire que représente aujourd'hui l'U.R.S.S. (et que matérialisera demain la Chine) le milicien occidental ne ferait-il pas le raisonnement suivant : « Si l'U.R.S.S. a recours à la force, c'est bien parce qu'elle pense l'emporter militairement ; or, comme ce pays dispose à la fois de la supériorité numérique et de la panoplie complète des armes conventionnelles et atomiques, il est normal qu'il use de ces armes jusqu'aux plus puissantes plutôt que de perdre ; à quoi bon, dans ces conditions, aller au sacrifice puisque, de toute façon, l'assaillant est en mesure de l'emporter en usant d'un explosif de destruction massive contre lequel l'homme est sans défense ? MM. Stern et Schwarz croient-ils que les peuples d'Europe — comme ceux de n'importe quel continent d'ailleurs — poursuivraient une lutte organisée, sous un commandement centralisé et avec une logistique débitant ses carburants et ses munitions après la chute de quelques projectiles nucléaires et sous la menace d'en recevoir d'autres ? Et si, par miracle, les combats continuaient, le chantage à de nouvelles destructions thermonucléaires n'imposerait-il pas immédiatement que l'on dépose les armes si jamais elles étaient sorties des arsenaux ? Peut-on aussi naïvement additionner le souvenir des guerres passées et l'usage de l'explosif nouveau ? Pourquoi le parti agresseur s'arrêterait-il dans l'« escalade » alors qu'il a dans ses dépôts les armes de la victoire totale et définitive ? Et pourquoi, le sachant, le milicien du parti attaqué s'offrirait-il en holocauste ?

Le bon sens populaire ne pourrait souscrire à cet illogisme. Plus qu'aucune autre, une armée de milice dépend du consentement de ceux qui la constituent. Devant les perspectives d'une guerre moderne, comment justifier un système plus irra-

(6) « Orbis », Hiver 1960.

tionnel encore pour le parti qui est sur la défensive que pour celui qui nourrit des desseins d'agression et qui, légitimement, doit avoir de bonnes raisons de l'emporter puisque c'est lui qui prend l'initiative d'user de la force ? Et, en Europe, au fur et à mesure que s'accroît l'aisance générale et que prospèrent les économies, il sera de moins en moins facile de spéculer sur les gros bataillons, qu'il s'agisse d'armées régulières ou de milices. Certes, la Suisse est un pays riche, socialement et intellectuellement évolué, et elle fonde toujours sa sécurité sur un système de milices. Mais qu'on la sorte de son contexte géographique et politique, qu'on l'isole et qu'on se demande quelle serait la décision du gouvernement de Berne — comme de tout autre gouvernement placé dans la même situation — s'il avait à choisir entre l'annihilation de quelques-unes des cités helvétiques et l'association avec les pays de l'Est ? Non ce qui compte c'est d'imposer le non recours à la force par la menace d'une punition qui excéderait le bénéfice que l'agresseur pourrait tirer de la guerre. Et dans les conditions présentes, à l'Ouest, il n'existe pas d'arme conventionnelle — qu'elle qu'en soit la force — qui puisse matérialiser pareille menace.

Quant à recréer les conditions de la résistance des Espagnols aux armées de Napoléon I<sup>er</sup>, il n'y faut pas songer non plus. Les formes de la menace sont aujourd'hui différentes, les moyens militaires et policiers de l'éventuel occupant autrement plus efficace qu'en 1808, et l'évolution sociale et économique des éventuels occupés ne les prédisposent pas à la guérilla.

Abandonnant la défense avec des armes classiques et ses chimères, on a envisagé d'en venir à une force atomique OTAN dont le contrôle serait exercé par les États membres. C'est également tout ignorer de la nouvelle dimension du risque inhérent à l'usage de ces armes que de croire que, soumise à l'accord de quinze gouvernements, pareille force conserverait un sens quelconque. Ici les réalités militaires condamnent formellement de pareilles conceptions déjà politiquement puériles.

Une autre formule, et sans aucun doute la plus efficace, consiste à pratiquer à l'échelon national une politique de dissuasion analogue à celle que les États-Unis et que la Grande-Bretagne — pour ne parler que du clan occidental — ont adopté pour la sauvegarde de leurs intérêts vitaux.

Le système serait redouté puisqu'il serait crédible que, menacé dans ses œuvres vives, un État réagisse en usant de toutes les ressources de son arsenal nucléaire. Il est évidemment plus facile de préparer une riposte quasi-automatique à l'agression en demeurant à l'échelon national qu'en passant sur le plan collectif, chacun craignant alors de partager inutilement des dangers excessifs. Parce qu'elle pourrait être proportionnée au casus-belli, la riposte punitive apparaîtrait moins improbable à l'assaillant en puissance. Il ne serait pas demandé à la collectivité des nations alliées d'accepter en bloc, et peut-être au profit de l'une d'entre elles seulement, un sacrifice aussi exorbitant que l'annihilation générale.

D'ailleurs, c'est vers la généralisation de la dissuasion pratiquée à l'échelon national que va le monde. Dès qu'ils en ont les moyens, les peuples cherchent à fonder leur sécurité sur les armes nouvelles. Et il est significatif, après l'affaire de Goa, d'apprendre que l'Inde n'entend pas renoncer à la guerre en tant que moyen de servir ses intérêts et aussi de savoir que ses piles plutoniques seront utilisées à des fins militaires, comme ailleurs dans le monde.

Mais existe-t-il encore d'autres solutions qui, moins efficaces peut-être, conserveraient néanmoins un certain intérêt, notamment dans le cadre des accords politiques conclus entre les pays libres à la recherche de la sécurité ?

On a avancé, voici des années déjà, l'idée du « double contrôle » des armes nucléaires. Ainsi serait évitée la dissémination — jugée dangereuse par certains — de l'armement nucléaire et pourrait être mis sur pied un système de dissuasion, à la fois national pour l'emploi et collectif pour la réunion des moyens nécessaires, puisqu'il serait fondé sur des ressources collectives pour l'étude, l'expérimentation, la fabrication et le contrôle de ces armes et sur l'intérêt, voire l'égoïsme national pour leur éventuelle utilisation. La formule concilierait à la fois l'impératif d'une dissuasion crédible et la nécessité d'une mise en commun des ressources du monde libre pour l'étude et la fabrication aussi rationnelle et économique que possible des armes nécessaires à sa défense.

Dans le cadre d'une alliance Atlantique adaptée aux circonstances nouvelles, la dissémination des armes balistiques et nucléaires nécessaires, en

dernier recours, à la pratique d'une politique de dissuasion menée à l'échelon national pourrait être rendue effective sans accroître les risques inhérents à l'augmentation du nombre des pays armés atomiquement. Les armes nécessaires à la dissuasion nationale pourraient être remise par les Etats-Unis à certains gouvernements alliés — ou à des groupes régionaux amis, formés de pays assez proches et assez dépendants l'un de l'autre pour qu'ils acceptent de ne faire qu'un devant le péril. La puissance de cet armement, son importance numérique, la « quantité de destruction » qu'il représenterait seraient proportionnés à la valeur dont on peut penser que l'agresseur potentiel créditerait le ou les pays qu'il pourrait attaquer et qu'il s'agirait de défendre. Ces armes seraient placées sous un double contrôle et les Etats-Unis d'une part, l'allié — ou le groupe d'alliés — de l'autre, signeraient un accord définissant leurs éventuelles conditions d'utilisation. Cet accord préciserait que, si certains critères de danger se trouvaient vérifiés par l'attitude de l'adversaire, le gouvernement de Washington abandonnerait le contrôle qu'il exerce, remettrait à son allié « la clé » que détiennent ses représentants, et accepterait ainsi de faire d'un arsenal placé sous double contrôle, l'instrument d'une défense purement nationale. Et les termes généraux d'un tel accord seraient rendus publics. Mais afin de donner aux deux parties une marge d'action et de créer un risque supplémentaire, on laisserait entendre que les critères de danger définis par l'accord ne sont pas les seuls.

Mais si pareille proposition a été faite, elle n'a pas été retenue. Les Etats-Unis répugnent à une large dissémination des armes atomiques, fussent-elles placées sous un double contrôle, et bien des pays acceptent mal qu'un autre Etat décide de leur sort, même dans le cadre d'un accord bilatéral tel que celui-là.

On pourrait également s'entendre à plusieurs Etats pour financer l'étude et les fabrications de toutes les armes nouvelles, et pour construire ensemble la panoplie de l'heure, quitte à en distribuer les armes à chacune des nations ainsi associées dans une sorte de vaste communauté d'armement.

Alors serait surmontée l'une des grandes difficultés devant laquelle le monde libre est aujourd'hui placé : l'augmentation quasi démesurée des

obligations qui, de toutes parts, lui sont faites, à la fois par la diversité des menaces qui pèsent sur lui, et aussi par l'élargissement considérable de la gamme des techniques d'armement qui doivent impérativement figurer dans ses arsenaux. Est-il possible de diminuer la part qu'absorbent l'étude et la fabrication de ces armes sans, pour autant, se placer en état d'infériorité ? Peut-on, à l'Ouest, sur les remparts de cette forteresse de toutes parts investie, tenir les mêmes créneaux et, économisant une part des ressources qu'ils exigeaient, en tenir d'autres, maintenant directement visés ?

Dans le cas particulier de la Défense de l'Europe occidentale, et plus généralement de la Communauté Atlantique, la réponse pourrait être affirmative.

Pour les hommes de cette génération encore, le terme Stratégie est parfaitement défini par le Littré : « l'art de préparer un plan de campagne et de diriger une armée sur les points décisifs ». C'est en ce sens que Frédéric-le-Grand et que Bonaparte furent de grands stratèges. Il n'y a eu, durant des siècles, d'autre stratégie au sens militaire du mot, que celle des opérations de guerre.

Pourtant, avec les conflits du XX<sup>e</sup> siècle, naissait une nouvelle forme de stratégie. On l'appellera ici la « stratégie des moyens ». Elle englobe la logistique et elle la dépasse largement puisqu'elle couvre à la fois l'étude et la fabrication des armes, leur acheminement, leur mise en place et leur « posture » et aussi leur maintenance. Lorsque, en 1944, le général Eisenhower lança les forces alliées du débarquement à l'assaut de l'Europe, il était bien davantage le bon administrateur d'une solide et puissante « stratégie des moyens » que le général ou le stratège, au sens classique du mot. La puissance des moyens de combat qui avaient été rassemblés sous ses ordres auraient pu, dans une certaine mesure tout au moins, compenser les fautes tactiques, s'il s'en était produit. Parce qu'un certain nombre de milliers de tonnes de carburant et de munitions avaient été rassemblées où il fallait, parce qu'en période d'effort maximum les aviations alliées étaient capables d'effectuer plus de dix mille sorties par jour et que la flotte anglo-américaine pouvait faire franchir la Manche, impunément, à des centaines de milliers d'hommes armés et ravi-



taillés, l'issue des combats ne faisait pas de doute. Mal conduits, ces combats eussent retardé la victoire alliée. Magistralement menés, ils en eussent avancé l'échéance. Mais la partie était gagnée. La stratégie des moyens des alliés l'avait emporté sur la stratégie des moyens du III<sup>e</sup> Reich.

Cinq ans plus tard pourtant, ou bien la leçon avait été déjà oubliée, ou bien elle n'avait pas encore été comprise. Lorsqu'il fut question, entre les gouvernements occidentaux, de s'entendre sur un système défensif qui apparaisse valable à l'âge atomique, c'est à la stratégie des opérations qu'il fut pensé et à elle seulement qu'il fut tout sacrifié. Les Etats-Majors devaient être intéraliés et, éventuellement, conduire les opérations à l'aide de troupes aussi intégrées que possible. Les plans de guerre devaient être établis en commun et exécutés ensemble. Ainsi, par ces dispositions, était-il tenu compte de certains des enseignements de la deuxième guerre mondiale, au moins avant Hiroshima.

Mais, dans le même temps, l'OTAN laissait à chaque nation le soin de constituer les forces formant sa contribution à la défense collective, de les entraîner, de les armer et de les ravitailler. Selon la terminologie militaire de l'OTAN, « la logistique demeurait nationale ». Et il n'y avait pas que la logistique — c'est-à-dire l'acheminement des armes et leur remplacement — qui devait relever de chaque gouvernement, mais aussi la conception des plans d'armement, les études, les recherches, les essais, les fabrications de matériels, comme leur mise au point. Pratiquement, si la « stratégie des opérations » était commune, celle des « moyens » demeurait un privilège national.

Or, à l'âge thermonucléaire, les risques à prendre sont d'une autre ampleur qu'avant Hiroshima et la volonté collective est toujours plus faible que celle d'un seul. En outre, il s'agit bien davantage de prévenir la guerre que de la faire. C'est par une puissante « stratégie des moyens » que pareil résultat peut être atteint. La planification de campagnes qui en quelques heures aboutiraient au chaos général est de bien moindre importance que la construction et que la mise en place des armes capables d'imposer le non-recours à la force. A quoi bon rassembler des milliers de spécialistes militaires pour établir des plans d'opérations dont on sait qu'ils ne pourraient être exécutés, ou tout au moins dont personne ne pourrait dire com-

ment ils seraient suivis ? Mais si la priorité est au rassemblement des moyens de la dissuasion, comment, à l'échelon national, réunir les immenses ressources correspondantes ?

Cette sorte de monopole qui était accordé à la « stratégie des opérations », encore valable peut-être aussi longtemps que l'Ouest eut seul les instruments de l'anéantissement thermonucléaire, risque maintenant d'aller à l'encontre du but cherché. Dans le cadre de l'OTAN, la « stratégie des opérations » devrait aboutir, si elle était matérialisée dans les faits, à une lutte collectivement menée, alors que désormais, chaque nation supportant ses chances d'échapper à la destruction totale, est de moins en moins prête à prendre des risques collectifs. Et une « stratégie des moyens » purement nationale n'est plus à la mesure des immenses possibilités financières et techniques du monolithisme opposé.

Le système défensif auquel l'Europe a dû sa sauvegarde jusqu'à maintenant accuse donc au moins deux grandes faiblesses : 1° S'il peut couvrir pendant quelque temps encore la menace de guerre générale et, par conséquent s'il la rend actuellement improbable, il résisterait mal aux assauts limités et à l'isolement d'un des Etats membres ; 2° Il n'a pu fournir de solution rationnelle au problème pourtant capital de la « stratégie des moyens ».

En somme, il faudrait inverser les conditions de fonctionnement du Traité, c'est-à-dire intégrer les ressources intellectuelles et matérielles que les nations peuvent consacrer à la sécurité, afin de créer et d'entretenir à meilleur compte l'arsenal de la « stratégie des moyens », qu'il soit collectif ou national. Et aussi, passer du plan collectif au plan individuel pour mener la politique de dissuasion ou, au moins, ajouter les avantages du « réflexe national » aux réactions collectives et compenser ainsi, par les possibilités du premier, les limitations des secondes.

Cela veut dire que, pratiquement, il faudrait transformer en organisation collective ce qui est national, c'est-à-dire le rassemblement des moyens nécessaires à la lutte et, au contraire, passer du collectif au national l'éventuelle utilisation de l'arsenal ainsi constitué. L'organisation de la défense collective serait donc davantage chargée du financement des plans d'armement, de leur

exécution et aussi de la distribution aux nations-membres des armes ainsi fabriquées que de leur utilisation.

\*  
\*\*

A faire ce tour d'horizon des systèmes de sécurité probablement capables de maintenir en Europe un certain statu-quo, on constate que les moins révolutionnaires sont aussi les moins efficaces.

En matière de sécurité, comme dans d'autres domaines, nous nous trouvons à mi-chemin entre la solution nationale et la solution supra-nationale, sans bénéficier d'aucun des avantages des deux formules. Dans le cadre de l'Alliance Atlantique, les Etats membres ne sont pas assez intégrés — et de loin — pour être défendus chacun de la même manière et avec la même résolution, et ils sont trop interdépendants pour que, séparément menacés, leurs réactions soient réellement redoutées. C'est pourquoi, les uns — et généralement les plus faibles — réclament l'intégration tandis que les autres — les plus forts — prennent leurs distances et cherchent à se dégager suffisamment pour ne pas être impliqués dans une affaire qui, majeure pour un allié, et mineure pour eux, ne les entrainerait pas moins à courir des risques sans proportion avec l'enjeu du conflit.

Et c'est ainsi qu'au fur et à mesure que les lois de cette société nouvelle qu'est la société atomique sont mieux connues, c'est vers la dissuasion nationale que se tournent les Etats qui en ont les moyens.

#### G. — LA « SOCIÉTÉ ATOMIQUE » ET L'OPINION PUBLIQUE

Les événements qui se sont déroulés au cours des années passées soulignent la vulnérabilité de la politique occidentale à la pression d'une opinion publique quasi systématiquement dans l'erreur quand il s'agit des conditions mêmes de son existence. Les problèmes politiques d'aujourd'hui sont sans doute trop complexes pour dépendre d'autre chose que de groupes d'experts. Ou bien les systèmes politiques occidentaux sont-ils, par définition même, incapables de former à temps une opinion assez éclairée pour qu'ils y puisent

les forces nécessaires à leur survie ? A l'Est, la servitude des opinions publiques est d'un autre ordre. Il y existe encore les moyens de s'en affranchir, ou bien au contraire de se servir d'une unanimité de commande.

Lorsque, voici des années déjà, M. Dulles écrivait dans « Life » que « la faculté d'être sur le point d'entrer en guerre sans s'y laisser entraîner est un art nécessaire », il exprimait une des grandes vérités de l'âge atomique. La corde atomique ne peut casser, le gagnant est celui qui tirera le plus fort, conscient que la lutte demeurera sous-atomique et que la victoire sera entre les mains de celui qui osera résister au chantage, voire « bluffer » davantage lui-même. La déclaration de M. Dulles, pourtant vraie et pourtant nécessaire s'il faut expliquer aux nations occidentales les conditions de leur survie, déclencha la réprobation générale, non seulement dans les nations amies des Etats-Unis, mais en Amérique même où le sénateur démocrate Humphrey demanda que le Secrétaire d'Etat désavoue le texte publié sous sa signature. Si le monde occidental aborde l'ère des engins thermonucléaires sous le signe d'une démagogie aussi facile, il ne devra son salut qu'aux erreurs de l'adversaire, certainement pas à la juste notion de ce que doit être son attitude.

A partir du moment où la peur devient l'instrument essentiel des relations entre les deux groupes d'Etats, c'est la « sensibilité » à cette peur qui est déterminante.

L'exemple de l'évolution de la politique de défense de l'Europe est, à cet égard, assez frappant. Ce sont des limitations financières et sociales qui ont conduit les nations européennes à recourir à l'emploi éventuel de l'arme nucléaire pour assurer leur défense. Quoique groupant quelques 200 millions d'habitants, les pays d'Europe ne pouvaient — et de loin — aligner des forces conventionnelles suffisantes pour « décourager » une agression soviétique conventionnelle.

Il a fallu recourir à l'atome pour équilibrer cet énorme écart. Mais ce recours à l'atome est critiqué au nom des mêmes principes qui ont conduit à la limitation des armements conventionnels et imposé par conséquent qu'on s'en remette aux armements nucléaires. Cette contradiction souligne le désarroi des esprits et la méconnaissance

profonde des problèmes de survie posés au monde libre.

Il est d'autant plus difficile de faire admettre communément les vérités d'aujourd'hui qu'elles étaient d'évidentes contre-vérités hier. Il n'est plus vrai répétons-le que le plus fort, numériquement, l'emporte, que celui qui attaque le premier est avantagé, que la puissance démographique conserve sa valeur, que la sécurité d'un pays est fonction des dimensions de son territoire, que sur la défensive on peut s'en tenir à une stratégie et à des armes défensives, que la guerre générale peut être déclenchée par accident, qu'il existe des périodes de tension où la paix du monde est particulièrement compromise, etc... Et les exemples abondent de ces vérités d'hier qui n'ont plus aucun sens aujourd'hui. Mais l'évolution a été si rapide que les principes du nouveau système se discutent avec les vues qu'on avait sur l'ancien.

Comment associer le respect des concepts démocratiques et la pratique des lois complexes et apparemment irrationnelles et dangereuses de l'ère thermonucléaire ? Alimentés en informations par leurs Administrations, documentés par les études de leurs experts, quelques gouvernements se rendent à peu près compte de la politique de sécurité qu'ils devraient suivre. Bien peu sont compris et disposent du support populaire. Les partis d'opposition ne manquent pas d'exploiter les obscurités du nouveau système d'équilibre entre les peuples pour compliquer leur tâche. Spéculant sur l'ignorance du public, il leur est facile de paraître faire preuve de bon sens et de réalisme. A la fin du mois de juin 1960, le Comité exécutif National du parti travailliste britannique publiait un manifeste sur la politique du Parti en matière de Sécurité. Outre que ce texte revenait sur la position initiale des Travaillistes à l'égard de l'arme de dissuasion britannique, il abondait en contradictions. D'une part, il admettait implicitement que la Grande-Bretagne devait craindre par dessus tout l'emploi de l'explosif nucléaire, mais il en interdisait la possession par l'Allemagne fédérale, ce qui revenait à dire que les Etats-Unis (et que la Grande-Bretagne) risqueraient leur propre existence pour garantir l'indépendance et l'intégrité d'une Allemagne ainsi dépourvue de défense. Les Travaillistes demandaient aussi que l'Ouest renonce à prendre l'initiative d'utiliser la bombe

à fusion. C'était inviter à l'agression thermonucléaire lancée par surprise. Mais surtout, attaqué par des forces conventionnelles supérieures en nombre, l'Occident devait accepter sa défaite plutôt que d'utiliser l'arsenal qu'il possède. Ainsi était neutralisée la menace salubre que constitue l'« escalade » et l'adversaire invité à l'attaque puisqu'il recevait l'assurance d'une victoire sans risques. Sans en être conscient, le parti travailliste savait les fondements mêmes de la nouvelle forme de paix dans laquelle, bon gré, mal gré, il faut bien vivre.

Le nouveau Livre Blanc sur la Défense (février 1962) accentue l'évolution vers l'atome qu'avaient annoncée les Livres Blancs de 1957 et de 1958. Malgré les protestations de l'opposition et d'une partie de l'opinion publique, malgré les prises de position officielles — le plus souvent d'ailleurs destinées aux alliés de la Grande-Bretagne plus qu'à elle-même — le gouvernement de Londres confirme ses vues antérieures : la défense du Royaume Uni sera assurée par les armes nucléaires de dissuasion dont dispose la Royal Air Force ; pour le reste, on se servira d'une force d'intervention mobile dont les armes seront adaptées aux circonstances, et cette force mobile interviendra dans les conflits marginaux, qu'il vaut mieux gagner mais qui pourront être perdus sans compromettre la vie même de la Grande-Bretagne. Et la défense de l'Europe continentale entre dans le lot. On n'y maintiendra un corps expéditionnaire que dans la limite des possibilités économiques. Si surprenante que soit cette politique — notamment après les exhortations britanniques pour que les pays de l'Europe continentale de l'Ouest augmentent les forces classiques — elle est la seule, les choses étant ce qu'elles sont, qui soit réaliste.

Depuis la deuxième guerre mondiale surtout, il est évident que le prix des armements augmente beaucoup plus vite que le produit national brut et, par conséquent, que les sommes consacrées normalement à la Défense. Pour une alliance, la solution évidente est la mise en commun des ressources financières, l'adoption d'un programme commun d'étude, de recherche et de fabrication, c'est-à-dire le recours à une « stratégie des moyens » intégrée. Mais si quelques efforts ont été faits dans ce sens, ils ont été limités aux techniques les moins avancées et généralement les

moins coûteuses. L'autre solution a consisté à diminuer progressivement le nombre des unités (divisions, escadres aériennes et navales) de manière à tenir compte de l'augmentation de leur prix. C'est ce qui a été fait depuis 1945. Les Etats-Unis avec 14 divisions, la Grande-Bretagne et la France avec chacune moins d'une demi-douzaine de grandes unités terrestres, se sont engagés dans cette voie. Dans le domaine aérien, une escadre aérienne française comportait 75 avions voici quatre ans, mais elle n'en aligne que le tiers aujourd'hui. Il est vrai que les appareils en service coûtent près de trois fois plus cher que ceux de la génération précédente. La politique britannique exprimée dans le Livre Blanc de 1962 tient manifestement compte de cet état de fait. L'explosif nucléaire permettant de réduire le nombre de « véhicules porteurs » sans diminuer — au contraire — la puissance de destruction, a permis aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne de s'accommoder du prix démesuré des armes classiques. Récemment, M. Messmer, ministre des Armées, faisant remarquer que « le coût d'une usine de séparation isotopique représentait une

dépense inférieure à l'équipement de deux divisions blindées ». Ainsi, non seulement les lois inflexibles du progrès technique relèguent au rang de la baliste et du bélier les armes classiques dont rêvent encore certains attardés, mais les impératifs économiques interdisent qu'on cherche à y avoir recours.

Peu à peu le voile se déchire. L'ère nouvelle perd de son ésotérisme. Dernier en date, M. Chen Yi, ministre des Affaires Etrangères de la Chine Populaire, déclarait en substance à M. Walter A. Cole, directeur général de l'agence Reuter : « Plus grand sera le nombre de pays disposant de l'arme atomique, plus les risques d'une guerre diminueront ». Il se peut qu'il ne s'agisse pas là d'un paradoxe ou de la seule défense des intérêts de la Chine d'aujourd'hui. Si l'existence des armes nouvelles, par la crainte qu'inspire leur emploi, par l'évidente disproportion qui existe entre les causes et les conséquences d'un différend entre peuples, écartait la guerre et imposait la négociation, l'humanité aurait à inverser le jugement qu'elle porte sur les conséquences de la fission de l'atome.

